



VERS DEMAIN

POUR LE TRIOMPHE DE L'IMMACULÉE

73e année. No. 916

janvier-février 2012

4 ans: 20.00\$



**Prions le Rosaire
pour éviter
la guerre**

PAIX SUR TERRE



**Les banquiers mènent le
monde: ils prennent
même la place
des chefs d'État
sans élections**

Voir pages 10 à 12

Édition en français, 73e année.
No. 916 janvier-février 2012
Date de parution: janvier 2012

1\$ le numéro

Périodique, paraît 5 fois par année
Publié par l'Institut Louis Even
pour la Justice Sociale

Tarifs pour l'abonnement

Canada et États-Unis, 4 ans.....20.00\$
2 ans.....10.00\$
autres pays: surface, 4 ans.....48.00\$
2 ans.....24.00\$
avion 1 an.....16.00\$

Bureau et adresse postale

Maison Saint-Michel, 1101, rue Principale
Rougemont, QC, Canada – J0L 1M0
Tél: Rougemont (450) 469-2209, Fax: (450) 469-2601
Tél. région de Montréal (514) 856-5714

site Web: www.versdemain.org
e-mail: info@versdemain.org

Imprimé au Canada

POSTE-PUBLICATION CONVENTION No. 40063742
Dépôt légal – Bibliothèque Nationale du Québec

Directrice: Thérèse Tardif

Rédacteurs: Yvette Poirier, Alain Pilote

Photos et caricatures: Jude Potvin

Retournez toute correspondance ne pouvant
être livrée au Canada à:

Journal Vers Demain, 1101 rue Principale
Rougemont, QC, Canada, J0L 1M0

Tarifs et adresses pour l'Europe

Prix: Surface, 1 an 9 euros. — 2 ans 18 euros
4 ans 36 euros

Avion, 1 an 12 euros - 4 ans 48 euros

France: Libellez vos chèques à l'ordre de:
Pèlerins de saint Michel

5 de la Forêt, 67160 Salmbach, France

C.C.P. Nantes 4 848 09 A

Tél/Fax 03.88.94.32.34

Christian Burgaud:

cburgaud1959@gmail.com

Tél.: fixe 02 40 32 06 13

Portable: 06 81 74 36 49

Belgique: Libellez et adressez vos chèques à

Joséphine Kleynen — C.C.P. 000-1495593-47

IBAN: BE22000149559347 — BIG: BPOTBEB1

215 rue de Mons, 1er étage

1070 Bruxelles, Belgique. Tél.02/522 29 84

Suisse: Libellez et adressez vos chèques à:

Thérèse Tardif C.C.P. 17-7243-7

Centre de traitement, 1631-Bulle, Suisse

Fax Canada 450 469 2601 — Tél. 450 469 2209

e-mail: info@versdemain.org

VERS DEMAIN

Un journal de patriotes catholiques
pour le règne de Jésus et de Marie dans
les âmes, les familles, les pays

Pour la réforme économique du Crédit Social
en accord avec la doctrine sociale de l'Église par
l'action vigilante des pères de famille
et non par les partis politiques

Table des matières

- 3 Soumission aux lois de la finance
Alain Pilote
- 4 Un super-pouvoir domine
Louis Even
- 8 Le pouvoir monétaire
Louis Even
- 10 Coup d'état bancaire
Alain Pilote
- 13 Violence causée par l'absence de Dieu
Benoît XVI
- 14 Session d'étude en Côte d'Ivoire
Louis Fahé et E. Toussaint Ketté
- 19 Debout pour libérer les pauvres
Mgr Jean Zerbo
- 20 Vatican pour gouvernement mondial?
Alain Pilote
- 23 Qui contrôle l'Internet?
Paul-André Deschenes
- 24 Marie n'a vécu que de la Parole de Dieu
Abbé Hubert Kedowide
- 28 Le suicide assisté, forme d'euthanasie
Pères Rédemptoristes
- 29 Peter Sacco est parti pour l'Au-delà
Melvin Sickler
- 30 Orgies dans les écoles du Ministère
Yvette Poirier
- 31 La magicienne et la Sainte Hostie

En visitant notre site www.versdemain.org, vous pouvez
payer votre abonnement et
faire vos dons en ligne.



Éditorial

«Les écueils de la soumission inconditionnelle aux lois du marché ou de la finance»

Une phrase du Pape Benoît XVI, prononcée au tout début de son voyage apostolique au Bénin, sur le continent africain, alors qu'il était reçu à l'aéroport international de Cotonou par le président ainsi que les autorités civiles et religieuses, le 18 novembre 2011, résume très bien le thème du présent numéro de Vers Demain:

«La modernité ne doit pas faire peur, mais elle ne peut se construire sur l'oubli du passé. Elle doit être accompagnée avec prudence pour le bien de tous en évitant les écueils qui existent sur le continent africain et ailleurs, par exemple la soumission inconditionnelle aux lois du marché ou de la finance.»

Comme l'a fait remarquer le Saint-Père, ce n'est pas seulement le Bénin ou l'Afrique, mais bien tous les pays du monde, qui se sont soumis inconditionnellement aux lois du marché et de la finance, ce qui a entraîné des conséquences désastreuses pour les populations humaines de ces pays. Le Souverain Pontife reprenait le même thème dans son discours au Corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, le 9 janvier 2012:

«Vraiment, le monde est sombre, là où il n'est pas éclairé par la lumière divine ! Vraiment le monde est obscur, là où l'homme ne reconnaît plus son lien avec le Créateur et, ainsi, met également en danger ses relations avec les autres créatures et avec la création elle-même. Le moment actuel est malheureusement marqué par un profond malaise et les diverses crises: économiques, politiques et sociales, en sont une expression dramatique.

«À ce sujet, je ne peux pas ne pas mentionner, avant tout, les développements graves et préoccupants de la crise économique et financière mondiale. Celle-ci n'a pas frappé seulement les familles et les entreprises des pays économiquement plus avancés, où elle a trouvé son origine, créant une situation dans laquelle beaucoup, surtout parmi les jeunes, se sont sentis désorientés et frustrés dans leurs aspirations d'un avenir serein, mais elle a aussi profondément marqué la vie des pays en voie de développement.»

L'humanité n'a jamais produit autant, grâce aux nouvelles technologies, et pourtant, la pauvreté n'a jamais été aussi répandue. C'est parce que le système d'argent ne représente pas la réalité, mais est devenu une idole à laquelle l'être humain et l'environnement doivent être sacrifiés. Le système financier actuel est défectueux et est appelé à s'écrouler pour plusieurs raisons — entre autres les dettes astronomiques des pays.

Ceux qui sont responsables d'un tel système frauduleux ne s'arrêteront devant rien pour atteindre leur objectif ultime: une dictature mondiale, par un gouvernement mondial (voir page 20). Ils vont même aller jusqu'à remplacer les chefs de gouvernements par des banquiers sans même tenir d'élections, pour s'assurer que leurs directives soient bien appliquées par ces gouvernements (voir page 10). Ces financiers internationaux

constituent un véritable pouvoir au-dessus des gouvernements (voir page 4).

Il existe définitivement une crise morale, lorsque l'homme ne respecte plus la vie humaine (en tuant par exemple les enfants à naître par l'avortement) ou la création de Dieu (par la destruction inutile de l'environnement au moyen d'une obsolescence calculée des produits). Benoît XVI le mentionnait dans son discours au Corps diplomatique: «Je suis convaincu que s'opposent à l'éducation des jeunes et par conséquent à l'avenir de l'humanité, les mesures législatives qui non seulement permettent, mais parfois même favorisent l'avortement, pour des motifs de convenance ou des raisons médicales discutables.»

Néanmoins, il y a de l'espoir pour un avenir meilleur, puisqu'une solution existe pour améliorer le système actuel, et garantir la sécurité économique à chaque individu. Ce système est bien connu des lecteurs réguliers de Vers Demain: ce sont les propositions financières de l'ingénieur écossais Clifford Hugh Douglas, connues sous le nom de crédit social, ou de démocratie économique (voir page 14). Bonne lecture!

Alain Pilote
Rédacteur



Le Pape Benoît XVI avec le président du Bénin, Thomas Boni Yayi, à l'aéroport de Cotonou.

Un super-pouvoir domine les gouvernements

par Louis Even

Pouvoirs gouvernementaux

Les manuels d'instruction civique distinguent généralement trois pouvoirs relevant du gouvernement: le législatif, l'exécutif et le judiciaire.

Le gouvernement légitime de tout pays libre et vraiment souverain doit posséder le pouvoir de faire des lois pour régler les relations des citoyens entre eux et avec les corps établis, sans avoir à en demander la permission à une autorité étrangère. C'est l'exercice du pouvoir législatif.

De même, le gouvernement d'un pays souverain doit pouvoir administrer le pays en conformité avec ses lois et avec sa constitution, sans avoir à soumettre ses actes à l'approbation d'un gouvernement étranger. C'est l'exercice du pouvoir exécutif.

Enfin, le gouvernement d'un pays souverain doit posséder le pouvoir d'appliquer les lois du pays, de poursuivre et pénaliser

ceux qui les violent, de juger les litiges entre citoyens, à l'étendue de ce pays, sans avoir à s'y faire autoriser par un gouvernement étranger. C'est l'exercice du pouvoir judiciaire.

Le super-pouvoir

Si les trois pouvoirs — le législatif, l'exécutif et le judiciaire — sont les grands pouvoirs constitués de tout gouvernement souverain, il en est un autre, non catalogué comme tel, mais qui les dépasse tous les trois, et qui domine les gouvernements eux-mêmes.

Ce super-pouvoir, qui ne tient son autorité d'aucune constitution, et ne s'en soucie pas plus qu'un brigand pour l'exercice de sa puissance, c'est le *pouvoir monétaire*.

Le pouvoir monétaire, ce n'est pas l'argent que vous pouvez avoir dans votre porte-monnaie. Ce ne sont pas les actions ou obligations que vous pouvez avoir en portefeuille. Ce ne sont pas les taxes que les gouvernements des trois paliers — local, provincial, fédéral — vous soutirent sans jamais

être assouvis. Ce ne sont pas les hausses de salaires pour lesquelles des syndiqués hurlent et font des grèves. Ce ne sont pas même les dividendes industriels que des socialistes voudraient voir ôtés aux capitalistes et distribués aux salariés sans avoir calculé quelle goutte insignifiante chacun en tirerait. Le pouvoir monétaire, ce n'est pas, non plus, ce que des gouvernants appellent inflation et ce que les employés appellent hausse du coût de la vie, alors que gouvernements et syndicats y contribuent tant qu'ils peuvent, les premiers par leurs taxes croissantes, les seconds par leurs exigences de hausses de salaires.

Non, tout cela, c'est de la petite bière, face à la stature et à la puissance du super-pouvoir que nous dénonçons, cette puissance qui peut nous rendre la vie «horriblement dure, implacable et cruelle», selon les termes de *Quadragesimo Anno*. Elle peut même rendre la vie tout à fait impossible, comme l'exprime bien Pie XI dans cette même encyclique:

«Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que, sans leur consentement, nul ne peut plus respirer.»

Ces termes très forts peuvent paraître démesurés à quiconque ignore, d'une part, le rôle de l'argent et du crédit dans la vie économique, et d'autre part, le contrôle auquel sont soumis l'argent et le crédit. Mais le Pape n'a nullement exagéré.

Sang de la vie économique

Rappelons tout de suite, sans l'expliquer ici, que le crédit financier a la même vertu que l'argent

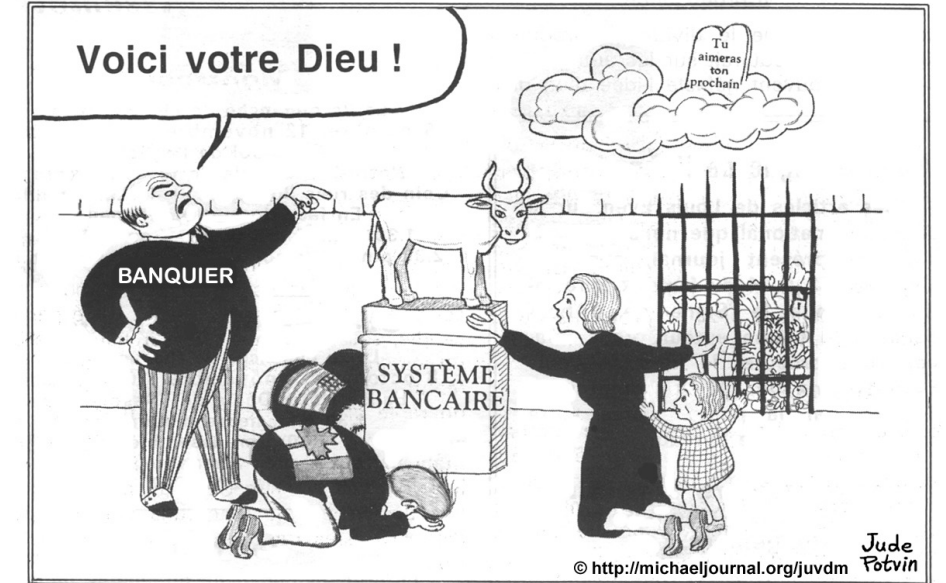
tangible dans la vie économique. On achète des matériaux, des services, du travail, des produits, aussi bien avec des chèques qui font simplement transférer des chiffres d'un compte à un autre dans des livres de banque, qu'avec de l'argent de métal ou de papier qui passe d'un client au marchand local dans le petit commerce courant. C'est même l'argent de chiffres qui active le plus la vie économique, étant responsable de plus de 80 pour cent du total des opérations financières, du commerce et de l'industrie du pays. Le mot générique «argent» peut donc servir à désigner les deux formes de moyens de paiement.

Ceci dit, voyons si l'argent a un rôle aussi considérable dans la vie économique et si son contrôle a vraiment la super-puissance que lui attribue le Pape, et nous avec lui.

Quelles qu'aient pu être les conditions de la vie économique dans des siècles du passé, il est indéniable qu'aujourd'hui, l'argent (ou le crédit) est indispensable pour maintenir en activité la production multi-source réclamée par les besoins, privés ou publics, de la population. Indispensable aussi pour permettre à cette production d'atteindre les besoins qu'elle doit satisfaire.

Sans argent pour payer matériaux et main-d'œuvre, le meilleur entrepreneur doit renoncer à produire, et le fournisseur de matériaux devra réduire d'autant sa propre production. Les employés de l'un et l'autre en pâtiront, restant avec leurs besoins et laissant d'autres producteurs rester avec des produits invendus. La chaîne continue. C'est connu, des populations entières en ont souffert.

C'est la même chose pour ce qui est des entreprises publiques. Les besoins publics peuvent être pressants, bien sentis, bien exprimés et bien compris des corps publics. Mais si ces corps publics sont sans argent, ou avec une in-



suffisance d'argent, les projets doivent attendre.

Qu'est-ce qui manque dans ces conditions-là? Matériaux? Main-d'œuvre? Compétence? Rien de cela. Il ne manque que l'argent, le crédit financier le «sang de l'organisme économique». Que le sang revienne, l'organisme économique se remettra en fonctionnement. S'il tarde à revenir, des entrepreneurs perdront leur entreprise; des propriétaires, leur propriété; des familles, le pain quotidien, la santé ou même la vie des enfants, et souvent la paix domestique.

Mais qu'y faire? N'est-ce pas une situation inévitable qu'il faut fatalement endurer? — Pas du tout. Si le sang manque dans l'organisme économique, c'est parce qu'il en a été soustrait. Et s'il revient, c'est parce qu'il y est réinfusé.

Une extraction de sang et une infusion de sang ne sont point des opérations spontanées. Et ce sont les contrôleurs, les contrôleurs de l'argent et du crédit, qui peuvent «restreindre ou dispenser le crédit selon leur bon plaisir», et «ils tiennent ainsi entre leurs mains la vie de l'organisme économique». Il faut leur consentement pour vivre: Pie XI disait juste.

Dans son Encyclique, le Pape n'a pas expliqué le mécanisme de l'extraction et de l'infusion de

ce sang, ni défini des moyens concrets pour soustraire l'organisme économique au contrôle de ces mauvais chirurgiens. Ce n'était pas son rôle. Son rôle était de dénoncer et flétrir une dictature, source de maux incalculables pour la société, pour les familles, pour les personnes, non seulement au point de vue matériel, mais créant des difficultés indues dans la poursuite de chaque âme vers une destinée qui doit être sienne pour toute l'éternité. Et le Pape a dit ce qu'il devait dire. On a, hélas! trop peu fait écho à sa voix, et la dictature dénoncée a consolidé davantage ses positions depuis. Les allègements qu'elle peut avoir permis ne l'ont été que pour maintenir un pouvoir dont les effets étaient devenus d'une évidence difficile à masquer.

C'est qu'en effet, le retour subit d'un flot de sang dans un organisme économique qui en était presque entièrement dépourvu depuis des années, ne pouvait manquer d'impressionner même ceux qui en ignoraient le mécanisme. Ce coup fulgurant s'est produit en septembre 1939. La veille, un organisme économique exsangue paralysait tous les pays évolués. La déclaration de guerre, à laquelle allaient participer ces mêmes pays, amenait subitement ► tout le sang, tout l'argent, tout le

Notre Pèlerine à plein-temps Lucie Parenteau devant le Parlement d'Ottawa



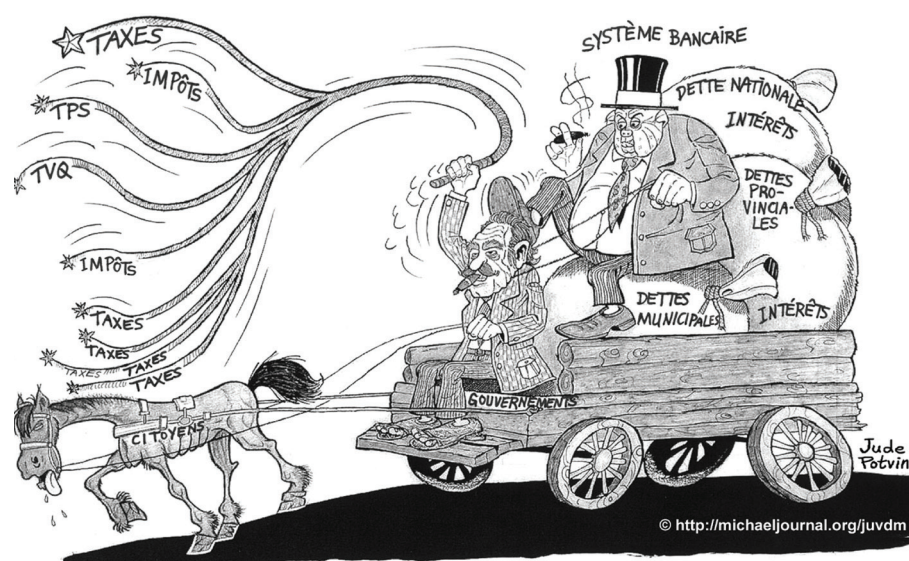
► crédit financier dont ces nations auraient besoin pendant six années réclamant la mise en oeuvre de toutes leurs ressources humaines et matérielles.

Au-dessus des gouvernements

Le pouvoir monétaire, c'est le pouvoir d'émettre l'argent et le crédit de la nation; le pouvoir de conditionner la mise en circulation de cet argent et de ce crédit; le pouvoir de déterminer la durée de circulation de ce crédit financier; le pouvoir d'en réclamer le retour à terme fixé d'avance sous peine de confiscation de biens qui sont le fruit du travail des confisqués; le pouvoir d'assujettir les gouvernements eux-mêmes, fixant pour eux aussi les conditions de libération et de retour, exigeant comme garantie le pouvoir qu'ont tous les gouvernements de taxer, leurs citoyens.

Or, ce crédit financier, cet argent, c'est la permission de mettre en oeuvre la capacité de production, non pas des contrôleurs, mais de la population du pays. Les contrôleurs de l'argent et du crédit, eux, ne font pas pousser une tige de blé, ne produisent pas une paire de chaussures, ne fabriquent pas une seule brique, ne creusent pas un trou de mine, ne pavent pas un pouce carré de route. C'est la population du pays qui fait tout cela. C'est donc son propre crédit réel. Mais pour pouvoir s'en servir, il faut le consentement des contrôleurs du crédit; du crédit financier, qui n'est que l'inscription dans le livre de la banque de chiffres, représentant la valeur du crédit réel de la nation.

La plume du banquier qui consent ou s'objecte à donner à des particuliers, à des compagnies, aux gouvernements, le droit de mobiliser les compétences, les bonnes volontés, les ressources naturelles de la nation, cette plume-là commande; elle accorde ou refuse; elle conditionne les permissions qu'elle consent; elle endette ceux, particuliers ou gouverne-



Gouvernements, au lieu de fouetter le peuple, fouettez donc le banquier

ments, auxquels elle les accorde. Plume qui a la vertu d'un sceptre, entre les mains d'un super-pouvoir, du pouvoir monétaire.

Dix années de paralysie économique. Pas un gouvernement ne se juge capable d'y mettre fin. Une déclaration de guerre: les permis financiers de produire, de conscrire, de détruire et de tuer surgissent du jour au lendemain.

Dix sessions parlementaires, de plusieurs mois chacune, à Ottawa, n'ont pu trouver une issue à la crise antinaturelle qui affamait et privait des familles entières devant des produits invendus et devant la possibilité d'en offrir beaucoup plus encore.

Mais il a suffi d'une session dite d'urgence, de 6 jours seulement, du 7 au 13 septembre 1939, pour décider d'entrer à plein collier dans une guerre qui coûterait des milliards. Décision rapide et unanime. Un ministre du Cabinet de Mackenzie King, J. H. Harris, y allait de toute son éloquence: «Le Canada, clamait-il, a les yeux tournés sur cette Chambre. S'il en est ainsi, ne nous appartient-il pas de voir à ce qu'il y ait dans cette enceinte unité d'action et de pensée? La raison en est évidente; le christianisme, la démocratie et la liberté personnelle sont en jeu.»

Le christianisme et la liberté de la personne ne lui avaient pas

paru en jeu, pas plus qu'au gouvernement dont il faisait partie, toutes les années où des familles canadiennes étaient brisées par l'impossibilité de fournir du pain à la maisonnée; où des jeunes se réfugiaient dans des camps de concentration, dits camps de travail, pour avoir une maigre ration en retour de leur totale servitude; où des hommes s'exilaient au fond des bois; où des hommes valides sans ouvrage vagabondaient d'une ville à l'autre, où d'autres cherchaient abri dans des cabanes qu'ils se construisaient avec des morceaux de tôle ou de papier goudronné sur les dépotoirs de la cité de Montréal...

Et qu'est-ce donc que le christianisme et la liberté personnelle ont gagné d'une guerre qui a morcelé l'Allemagne, en en mettant une partie ainsi que dix autres pays chrétiens entiers, sous le joug du communiste et sanguinaire Staline?

Mais Harris et les autres savaient que l'entrée en guerre était une condition pour ramener dans l'organisme économique le sang contrôlé par le super-pouvoir, le Pouvoir Monétaire.

Monstruosité diabolique

Il n'y a pas pire tyrannie que celle du Pouvoir Monétaire: tyrannie qui se fait sentir dans tous les foyers, dans toutes les institutions,

dans toutes les administrations publiques, dans tous les gouvernements.

Et d'où donc ce super-pouvoir tient-il son autorité? Les trois autres pouvoirs de gouvernement tiennent la leur de la Constitution de leurs pays. Mais quelle Constitution a pu donner à un super-pouvoir le droit de tenir sous sa coupe les gouvernements eux-mêmes?

Le fait que c'est la même chose dans tous les pays modernisés ne justifie pas cette monstruosité. Cela montre seulement que le super-pouvoir du contrôle de l'argent et du crédit tient tout le monde civilisé dans ses tentacules. Il n'en est que plus diabolique.

Pouvoir diabolique oui, mais qui s'est entouré d'une aura sacrée, à tel point que l'on cherche les causes des maux économiques et sociaux partout, excepté dans le fonctionnement du système d'argent et de crédit. Chercher ailleurs est permis; mais là, bas les mains, même celles des gouvernements souverains.

Il a fallu la lumière du Crédit Social, provenant d'un génie supérieur, C. H. Douglas, pour dissiper cette aura et dévoiler une tyrannie qui n'a pas le moindre trait de sacré. Et il a fallu des apôtres créditistes pour répandre cette lumière. Mais combien d'esprits qui devraient être les plus aptes à comprendre, à distinguer un système de domination d'un organisme de service, ont préféré se boucher les oreilles ou fermer leurs yeux, pour des raisons d'orgueil ou d'intérêts!

Un pouvoir monétaire constitutionnel

L'application du Crédit Social, que nous n'expliquerons pas ici, Vers Demain l'ayant fait bien des fois et devant y revenir bien d'autres fois encore, tuerait ce super-pouvoir, fléau de l'humanité.

Ce qu'il faut à sa place, c'est un pouvoir monétaire, institué par constitution ou par loi, pour faire de l'organisme monétaire un organisme au service de la communau-

té comme le sont les trois autres services mentionnés plus haut.

Un pouvoir monétaire exercé par un organisme analogue à l'organisme judiciaire. Mais des comptables qualifiés au lieu de juges. Des comptables qui, comme les juges, accomplissent leur fonction indépendamment des hommes politiques au pouvoir. Qui basent leurs opérations — additions, soustractions ou règles de trois — sur des statistiques qui ne dépendent pas d'eux; sur les relevés de la production et de la consommation du pays, résultant des activités libres de producteurs libres pour répondre aux demandes librement exprimées par des consommateurs libres.

Le pouvoir monétaire doit être exercé pour le bien de la communauté, en faisant de l'argent et du crédit le reflet fidèle des réalités économiques.

Cela veut dire que l'argent et le crédit ne seraient que le reflet fidèle, l'expression chiffrée des réalités économiques.

C'est la loi constitutive d'un tel pouvoir monétaire qui fixerait cette fin à l'organisme ainsi établi. L'organisme devrait fournir les crédits financiers nécessaires à la population pour pouvoir commander à la capacité de production du pays les biens dont elle a besoin. Et comme ce sont les personnes et les familles elles-mêmes qui connaissent le mieux leurs besoins, l'organisme monétaire serait tenu, par sa constitution même, de fournir à chaque personne — par là même à chaque famille — le revenu nécessaire pour pouvoir commander au moins les biens nécessaires à un niveau de vie convenable. Ce que le Crédit Social appelle un dividende à chaque citoyen, indépendamment de son statut d'employé ou de non employé dans la production.

Puis, le même organisme monétaire fournirait aux producteurs les crédits financiers requis pour mettre en oeuvre la capacité de production du pays en réponse aux demandes ainsi exprimées par les consommateurs. Tant pour les besoins publics que pour les besoins privés.

Si la plume d'un super-pouvoir usurpé peut créer ou refuser au gré de ce tyran le crédit financier basé sur le crédit réel de la nation, la plume d'un pouvoir monétaire constitutionnel serait aussi effective pour émettre le crédit financier au service de la population, de tous les membres de la société. Cette fin serait stipulée par la loi.

Des entraves purement financières, il n'y en aurait plus. Des endettements envers des financiers étrangers pour des choses qu'on peut faire au pays même, cette absurdité n'existerait plus. Des prix qui montent quand la production devient plus facile et plus abondante, cette contradiction n'aurait plus aucune place dans un organisme monétaire tenu, par loi, de faire des aspects financiers de l'économie le reflet exact de la réalité. La recherche de nouveaux emplois à mesure que la machine fournit des produits à la place des hommes, cette politique absurde serait de l'histoire d'un passé de soumission à un monstre. Le gaspillage astronomique fait par la production de choses inutiles aux besoins humains normaux, dans le seul but de fournir de l'emploi, serait banni comme un manque de responsabilité envers les générations qui doivent nous succéder.

Et mille autres choses encore, avec l'institution d'un pouvoir monétaire de service, et avec la disparition du règlement insoutenable qui veut lier le revenu uniquement à l'emploi, alors que le premier effet du progrès devrait être de libérer l'homme de tâches économiques pour lui permettre de se livrer librement à des activités moins matérielles et plus épanouissantes.

Louis Even

Le pouvoir monétaire réside dans les banques

par Louis Even

Le pouvoir législatif a son siège dans les Parlements, puisque c'est là que les lois sont discutées et votées.

Le pouvoir exécutif siège dans les bureaux des ministres, puisque ce sont eux, le premier ministre et son Cabinet, qui prennent les décisions qu'ils font exécuter par leurs fonctionnaires.

Le pouvoir judiciaire loge dans les tribunaux, dans les palais de justice, puisque c'est là que les juges exercent leurs fonctions.

Et où réside le super-pouvoir, le pouvoir monétaire ?

Le pouvoir monétaire réside dans les banques. C'est dans les banques, en effet, que naît et meurt le crédit financier.

C'est en effet lorsqu'une banque consent un prêt, soit à un entrepreneur, soit à un commerçant, soit à un gouvernement, que du nouveau crédit financier vient au monde. Le banquier inscrit le montant du prêt accordé, il l'inscrit au crédit du compte de l'emprunteur, comme si l'emprunteur avait déposé ce montant. L'emprunteur ne l'a, pourtant, ni apporté ni déposé, car il venait pour obtenir de l'argent qu'il n'avait pas.

L'emprunteur pourra tirer des chèques sur ce compte qu'il n'avait pas en entrant, et qu'il a en sortant.

Or, aucun autre compte d'aucun autre client de la banque n'a été diminué. C'est donc un compte de plus ajouté aux comptes déjà existants. Le total des crédits dans le total des comptes de cette banque est donc augmenté du montant du compte nouveau.

Il y a donc augmentation du crédit financier, de l'argent bien moderne qui va être mis en circulation par les chèques de l'emprunteur sur ce crédit nouveau.

Inversement, lorsqu'un emprunteur rembourse à la banque, du crédit précédemment emprunté, ce sera autant de crédit de moins dans la circulation. Autant de sang de moins dans l'organisme économique.

Une simple opération comptable, faite d'une plume et d'une goutte d'encre, avait mis le crédit financier au monde. Une autre opération comptable, lors du remboursement, met ce crédit dans le cercueil.

Il est clair que si, dans une période donnée, le total des prêts dépasse le total des remboursements, cela met plus de crédit en circulation qu'il en est mis dans la tombe. Au contraire, si le total des remboursements dépasse le total des prêts, c'est une période de diminution de crédit en circulation.

Si la période des diminutions se prolonge, tout l'organisme économique s'en ressent: on appelle cela une crise. Une crise causée par une restriction de crédit.

Ces périodes d'augmentation et ces périodes de diminution ne sont donc pas dues au hasard mais à l'action des banques. Ce ne sont pas des vaches grasses et des vaches maigres naturelles, ce sont des vaches bancaires rendues grasses ou maigres selon le régime des prêts et celui des remboursements.

Vu que l'emprunteur doit rembourser plus que le montant qui lui a été accordé, à cause de l'intérêt exigé, il faut qu'il tire de la circulation plus d'argent

qu'il y en a mis. Pour cela, il doit ôter de la circulation, en supplément, de l'argent que d'autres y ont mis. Comme tout crédit nouveau vient des banques, avec cette condition de rembourser plus d'argent que les montants accordés, il faudra nécessairement que d'autres emprunteurs succèdent aux premiers. Ces seconds souffriront eux-mêmes doublement, ayant à trouver leur propre supplément, pour l'intérêt, dans une circulation de crédit déjà ébréchée par le supplément qu'en ont extrait les premiers.

La chaîne continue de même pour les emprunteurs suivants. Les remboursements en viennent à frôler l'impossible. Les banques alors restreignent leurs prêts, ce qui ralentit toute la vie économique. Elles en font jeter le blâme sur la population qui en souffre.

Pour que le flot de crédit nécessaire à la vie économique reprenne, il faudra reprendre la chaîne des

Une goutte d'encre met l'argent au monde Une goutte d'encre met l'argent au cercueil

emprunts, engendrant une chaîne de dettes de plus en plus grosses.

Outil du super-pouvoir

Le système bancaire actuel est l'instrument dont se sert le super-pouvoir monétaire pour maintenir sa suprématie sur les peuples et sur leurs gouvernements. Aidé en cela par l'absurde règlement politico-financier, qui lie la distribution de pouvoir d'achat à l'emploi, dans une production qui a de moins en moins besoin d'employés pour fournir les biens nécessaires à la vie.

Il ne faut pas conclure de là que votre banquier local fait partie de cette dictature. Il n'est qu'un subalterne qui, probablement, n'a même pas conscience qu'en inscrivant des prêts dans le livre de sa banque, il crée du crédit, et que les remboursements qu'il y inscrit détruisent ce crédit.

Ce n'est pas lui, non plus, qui décrète les restrictions de crédit qui anémient l'organisme économique. Il ne fait qu'agir selon les directives qu'il reçoit, sans avoir l'idée de se soucier des conséquences.

Vous entendrez encore des instruits attardés nier que le volume du crédit en circulation dépende de l'action des banques. Ces instruits attardés, ou réfractaires à des évidences, fournissent un précieux appui au super-pouvoir, par leur ignorance si c'en est une, ou par des intérêts personnels qui les lient, ou par leur complicité avec une puissance qui peut leur faciliter des promotions.

Les banquiers de haute classe, eux, savent très bien que le crédit financier, qui forme le gros de l'argent moderne, naît et meurt dans les grands-livres des banques.

Un banquier anglais distingué, Reginald McKenna, qui fut un temps ministre des Finances de son pays (Chancelier de l'Échiquier), puis plusieurs années chairman de la Midland Bank, une des cinq grosses banques (Big Five) d'Angleterre, disait, en 1934, à une assemblée annuelle des actionnaires de cette banque:

«Le peuple ignore généralement que le volume de l'argent en circulation dépend de l'action des banques. Tout prêt bancaire, direct ou par découvert (overdraft), augmente le flot de crédit en circulation, et tout remboursement d'un prêt bancaire diminue ce

flot d'un montant égal au remboursement.»

Ayant aussi été ministre des Finances, McKenna savait très bien où réside le plus gros des deux pouvoirs, celui de la banque ou celui du plus haut gouvernement du pays. Il eut même la franchise, rare chez des banquiers de ce niveau, de déclarer:

«Elles (les banques) contrôlent le crédit de la nation, dirigent les lignes de conduite des gouvernements et tiennent dans le creux de leurs mains les destinées des peuples.»

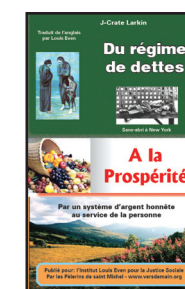
Ce qui s'accorde parfaitement avec ce que *Quadragesimo Anno* de Pie XI dit de ceux qui, **«gouvernant le crédit et le dispensant selon leur bon plaisir... tiennent entre leurs mains la vie de l'organisme économique, si bien que, sans leur consentement, nul ne peut plus respirer».**

Louis Even

Trois livres sur le Crédit Social

Pour étudier la cause de la crise financière actuelle, nous vous offrons ces livres à un prix spécial, en incluant les frais postaux:

Le Crédit Social en 10 leçons:	8.00\$
Sous le Signe de l'Abondance:	15.00\$
Régime de Dettes à la Prospérité:	5.00\$



1 série des trois livres:	25.00\$
5 séries des trois livres	100.00\$



Les trois pions de Goldman Sachs: Mario Monti, Loukas Papademos et Mario Draghi

par Alain Pilote

Comme le dit Louis Even, un super-pouvoir domine les gouvernements, le pouvoir de ceux qui contrôlent la création de l'argent dans le pays. Peu importe qui est le chef d'État ou parti élu à la tête d'un pays, si le pouvoir de créer l'argent est laissé aux banques privées (en accordant des prêts aux individus, compagnies et gouvernements), au lieu d'appartenir à la société elle-même, ce pays ne pourra que sombrer dans les dettes et les crises économiques. C'est ce que nous voyons présentement à la grandeur du globe.

M. Even écrivait: **«Qui est au-dessus des gouvernements? Dieu, direz-vous. Assurément, bien que plusieurs lui refusent sa place. Mais il est aussi une puissance humaine à laquelle aucun gouvernement ne semble pouvoir ou vouloir refuser la préséance — la puissance des créateurs d'argent.»** C'est Mayer Amschel Rothschild, chef d'une grande dynastie bancaire et ancêtre du système actuel d'argent-dette, qui déclarait à la fin du 18e siècle: **«Qu'on m'accorde le contrôle de la monnaie d'une nation et je me fiche de qui fait les lois de cette nation.»**

Ces banquiers internationaux préfèrent normalement rester dans l'ombre et agir dans les coulisses, s'assurant que les politiciens élus par la population observent leurs ordres et maintiennent leur pouvoir monétaire, soit en finançant leur élection, ou bien par chantage, menaces, pots-de-vin, ou autre méthode semblable.

Mais voici que tout récemment, ces banquiers ont franchi une étape de plus: au lieu de mettre des pions ou marionnettes au pouvoir, ce sont eux-mêmes qui prennent littéralement la place des chefs d'États et gouvernements, et cela sans même le besoin d'organiser des élections. Pour être certains de mener leur plan de domination mondiale à terme, ils ne prennent aucun risque, et ne s'embarrassent plus d'intermédiaires: ils sont eux-mêmes aux commandes, et ne prennent même plus la peine de se cacher.

Ce sont de véritables coups d'État au profit des

banquiers internationaux. Voici par exemple le cas de trois pions de la banque américaine Goldman Sachs qui viennent d'atteindre des positions stratégiques: Mario Draghi, Loukas Papademos et Mario Monti.



Mario Draghi (à gauche), nouveau président de la Banque centrale européenne, et Jean-Claude Trichet, président sortant

L'Italien Mario Draghi est diplômé d'économie du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il a été chargé des privatisations italiennes de 1993 à 2001. Il est devenu gouverneur de la Banque d'Italie en 2006. De 2002 à 2006 il a été vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs, la sulfureuse banque d'affaires américaine. Pendant cette période, la banque d'affaires a touché 300 millions pour aider la Grèce à camoufler son déficit, pour être admise dans l'Union européenne. Le 1er novembre 2011, Draghi est nommé président de la Banque centrale européenne (BCE). Il est aussi membre de la Commission trilatérale et du groupe Bilderberg. *(Voir l'encadré à la fin de cet article.)*

Le Grec Loukas Papadimos, lui aussi diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT), a été professeur à l'Université américaine de Columbia avant de devenir conseiller économique de la Banque de réserve fédérale de Boston. De 1994 à 2002, il a été gouverneur de la Banque de Grèce, poste qu'il occupait quand la Grèce s'est «qualifiée» pour

l'euro, grâce à des comptes falsifiés par Goldman Sachs. Puis, il a été vice-président de la Banque centrale européenne (BCE).



Le nouveau premier ministre de Grèce, Loukas Papademos.

Le 10 novembre 2011, sur pression de l'Union européenne et du G20, il était nommé premier ministre de Grèce avec le soutien des deux partis dominants. Il est membre de la Commission trilatérale. Le premier ministre sortant, Georges Papandréou, avait déclaré qu'il demanderait à la population par référendum si elle était d'accord avec les mesures d'austérité imposées par l'Union européenne et le FMI ce qui, bien qu'étant tout à fait démocratique, était inacceptable pour les financiers internationaux. Deux jours après l'annonce de ce référendum, Papandréou était forcé à démissionner. (Ironiquement, c'est la Grèce qui est le berceau de la démocratie.)

Le 16 novembre 2011, sans élections, l'Italien Mario Monti est devenu premier ministre d'Italie, en remplacement de Silvio Berlusconi. Monti est diplômé de l'Université de Yale aux États-Unis. Il a étudié le comportement des banques en régime de

monopole. Puis il a été durant dix ans commissaire européen, de 1994 à 2004. Membre de la Trilatérale et du groupe de Bilderberg, il a été nommé conseiller international de Goldman Sachs en 2005.



Mario Monti (à gauche), nouveau premier ministre italien, avec son prédécesseur, Silvio Berlusconi

En plus du poste de premier ministre italien, M. Monti assume aussi la fonction de ministre de l'Économie. Le gouvernement Monti est composé exclusivement de technocrates. Corrado Passera, le patron de la banque Intesa Sanpaolo, devient par exemple ministre du Développement économique et des Infrastructures. Aucun politicien n'est entré au gouvernement, parmi les 16 ministres. Pour M. Monti, cette absence «facilitera plutôt que ne fera obstacle à l'action gouvernementale, car elle (leur) ôtera un motif d'embarras». En n'étant pas élu, on n'a pas de compte à rendre à la population. N'est-ce pas merveilleux? Qui dit mieux en fait de mépris de la démocratie? ►

La Commission Trilatérale

Il y a actuellement trois grandes régions ou blocs économiques dans le monde: l'Europe, l'Amérique du Nord, et l'Extrême-Orient (Japon, Corée du Sud, Taiwan, etc.). Sous le prétexte de devoir s'unir afin de pouvoir faire compétition aux autres grands blocs économiques, les pays membres de chacun de ces trois blocs décideront de se fusionner en un seul pays, formant ainsi trois super-États, et alors le gouvernement mondial unique sera presque atteint.

C'est exactement ce qui est en train de se passer actuellement, et c'est poussé par la «Commission Trilatérale», un organisme fondé en juillet 1973 par David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank de New-York. Le but officiel de la Commission Trilatérale est «d'harmoniser les relations politiques, économiques, sociales et culturelles entre les trois grandes régions économiques du globe» (d'où le nom de «Trilatérale»).

Le groupe Bilderberg

On compte parmi les fondateurs le prince Bernhard des Pays-Bas, Denis Healey (ex-ministre des finances britannique), Joseph Retinger (diplomate polonais, connu pour son fédéralisme et pour son rôle dans la construction européenne), David Rockefeller (banquier américain).

Le groupe Bilderberg, aussi appelé conférence de Bilderberg ou club Bilderberg (d'après l'hôtel Bilderberg à Oosterbeek aux Pays-Bas, où s'est tenue la première assemblée du groupe en mai 1954), est un rassemblement annuel et informel d'environ 130 membres, essentiellement américains et européens, et dont la plupart sont des personnalités de la diplomatie, des affaires, de la politique et des médias.

Ce sommet annuel est au centre de plusieurs controverses du fait de sa non-médiatisation et du caractère confidentiel du bilan des conférences.

► La banque Goldman Sachs est surnommée aux Etats-Unis «Government Sachs» tant elle est influente sur le gouvernement américain. Le secrétaire au Trésor de Clinton, Robert Rubin, qui procéda à la dérégulation financière, venait de Goldman Sachs. Tout comme le secrétaire au Trésor de Bush, Hank Paulson, qui transféra aux Etats les dettes pourries des banques, lors de la crise financière.

Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada, provient aussi de Goldman Sachs. Le 4 novembre 2011, il a été nommé à la tête du Conseil de stabilité financière, chargé par le G20 de superviser et d'appliquer les politiques de réglementation du secteur financier mondial.

Pour que l'euro, la monnaie unique européenne, fonctionne, il faudrait que tous les pays d'Europe aient une politique budgétaire commune, et abandonnent le peu qui leur reste de souveraineté. C'est l'objectif visé depuis le tout début avec la création de l'Union européenne: ce qui était d'abord une union strictement commerciale (le Marché Commun, ou Communauté économique européenne), s'est transformé en 1993 en Union européenne, où tous les pays membres ont dû abolir leurs barrières tarifaires et laisser aux technocrates (non élus) de la Commission Européenne à Bruxelles le soin de décider des politiques fiscales et monétaires de ces pays. Et depuis 1999, la plupart des pays membres de l'Union européenne ont abandonné leur monnaie nationale pour partager une seule monnaie commune, l'euro. José Manuel Durão Barroso, président de la Commission européenne, déclarait récemment :

«L'avenir de l'Europe passe par davantage d'intégration. Cette crise a provoqué une accélération de l'histoire et nous devons être prêts aujourd'hui à prendre les mesures qui avaient été envisagées pour demain seulement.»

L'objectif de ce coup d'état bancaire est d'exploiter la crise de l'euro comme moyen de créer un super-Etat fédéral européen qui transférera à la Com-

mission Européenne à Bruxelles tous les pouvoirs que les nations européennes actuelles possèdent encore. Les mondialistes ont déjà commencé ce processus, en plaçant deux de leurs pions non-élus pour remplacer les premiers ministres démocratiquement élus de Grèce et d'Italie.

Tout le monde sait que la Grèce ne pourra jamais rembourser ses dettes, mais on continue de lui prêter pour l'endetter davantage. Comme les pièces d'un jeu de dominos, tous les pays vont tomber un après l'autre, et c'est non seulement l'euro qui va éclater, mais aussi le dollar américain, car les Etats-Unis ont une dette record, et des records de pauvreté extrême :

Les agences de presse rapportaient le 4 novembre dernier que selon le plus récent recensement, 20 millions et demi de personnes vivent dans l'extrême pauvreté aux Etats-Unis. C'est presque 7 % de la population. Il s'agit d'un record en 35 ans, soit depuis que ces statistiques sont compilées. Le recensement qualifie de « très pauvre » une personne célibataire qui gagne moins de 5570 dollars et une famille de quatre personnes qui gagne 11 157 dollars ou moins par année.

Pourquoi sommes-nous dans un tel chaos ? C'est parce que les gouvernements empruntent à intérêt, des banques privées, de l'argent qu'ils pourraient emprunter sans intérêt de leurs propres banques centrales. En 2007, les pays membres de l'Union européenne ont été assez stupides pour inclure dans la nouvelle Constitution européenne (article 123 du Traité de Lisbonne) cette interdiction de se financer par leur banque centrale. Les banques commerciales, par contre, peuvent emprunter de l'argent de la Banque centrale européenne à un taux de 1,25%, et ensuite prêter ce même argent aux gouvernements nationaux à des taux de 5, 6% ou même davantage...

La seule solution logique est que les nations reprennent leur droit souverain d'émettre leur propre argent, sans dette, en faisant de l'argent un comptabilité exacte, un reflet fidèle des réalités économiques, comme il a été expliqué plusieurs fois dans d'autres articles de Vers Demain.

En laissant à des compagnies privées, les banques commerciales, la fonction de créer l'argent pour le pays, les Etats, selon les mots du Pape Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo anno*, sont devenus les valets des puissances financières, au lieu d'être les serviteurs du bien commun: **«L'Etat, qui devrait gouverner de haut, comme souverain et suprême arbitre, dans le seul intérêt du bien commun et de la justice, est tombé au rang d'esclave et est devenu le docile instrument de toutes les passions et de toutes les ambitions de l'intérêt.»**

Alain Pilote



Citation de David Rockefeller, tirée de son autobiographie MEMOIRS, en page 405: **«Quelques-uns croient même que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des Etats-Unis, caractérisant ma famille et moi en tant qu'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique — un seul gouvernement mondial si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être.»**

La violence est causée par l'absence de Dieu

Le 27 octobre 2011, 25 ans après la première rencontre du Pape Jean-Paul II avec les représentants des différentes religions à Assise, en Italie, le pape Benoît XVI a rencontré au même endroit les représentants des religions du monde, pour une «Journée de réflexion, dialogue et prière pour la paix et la justice dans le monde». Dans son discours prononcé en la basilique Sainte-Marie-des-Anges (voir photo), le Saint-Père a expliqué que la véritable religion n'est pas cause de violence, mais qu'au contraire, la violence provient de l'absence de Dieu:

Nous savons que souvent le terrorisme est motivé religieusement et que justement le caractère religieux des attaques sert de justification pour la cruauté impitoyable, qui croit pouvoir reléguer les règles du droit en faveur du « bien » poursuivi. Ici la religion n'est pas au service de la paix, mais de la justification de la violence.

La critique de la religion, à partir des Lumières, a à maintes reprises soutenu que la religion fut cause de violence et ainsi elle a attisé l'hostilité contre les religions. Qu'ici la religion motive de fait la violence est une chose qui, en tant que personnes religieuses, doit nous préoccuper profondément. D'une façon plus subtile, mais toujours cruelle, nous voyons la

religion comme cause de violence même là où la violence est exercée par des défenseurs d'une religion contre les autres. Les représentants des religions participants en 1986 à Assise entendaient dire – et nous le répétons avec force et grande fermeté : ce n'est pas la vraie nature de la religion. C'est au contraire son travestissement et il contribue à sa destruction. (...)

Comme chrétien, je voudrais dire à ce sujet : oui, dans l'histoire on a aussi eu recours à la violence au nom de la foi chrétienne. Nous le reconnaissons, pleins de honte. Mais il est absolument clair que ceci a été une utilisation abusive de la foi chrétienne, en évidente opposition avec sa vraie nature. Le Dieu dans lequel nous chrétiens nous croyons est le Créateur et Père de tous les hommes, à partir duquel toutes les personnes sont frères et sœurs entre elles et constituent une unique famille. La Croix du Christ est pour nous le signe de Dieu qui, à la place de la violence, pose le fait de souffrir avec l'autre et d'aimer avec l'autre. Son nom est « Dieu de l'amour et de la paix » (2 Co 13, 11). C'est la tâche de tous ceux qui portent

une responsabilité pour la foi chrétienne, de purifier continuellement la religion des chrétiens à partir de son centre intérieur, afin que – malgré la faiblesse de l'homme – elle soit vraiment un instrument de la paix de Dieu dans le monde.

Si une typologie fondamentale de violence est aujourd'hui motivée religieusement, mettant ainsi les religions face à la question de leur nature et nous contraignant tous à une purification, une seconde typologie de violence, à l'aspect multiforme, a une motivation exactement opposée : c'est la conséquence de l'absence de Dieu, de sa négation et de la perte d'humanité qui va de pair avec cela. Les ennemis de la religion – comme nous l'avons dit – voient en elle une source première de violence dans l'histoire de l'humanité et exigent alors la disparition de la religion. Mais le « non » à Dieu a produit de la cruauté et

une violence sans mesure, qui a été possible seulement parce que l'homme ne reconnaissait plus aucune norme et aucun juge au-dessus de lui, mais il se prenait lui-même seulement comme norme. Les horreurs des camps de concentration montrent en toute clarté les conséquences de l'absence de Dieu.

Toutefois, je ne voudrais pas m'attarder ici sur

l'athéisme prescrit par l'Etat; je voudrais plutôt parler de la « décadence » de l'homme dont la conséquence est la réalisation, d'une manière silencieuse et donc plus dangereuse, d'un changement du climat spirituel. L'adoration de l'argent, de l'avoir et du pouvoir, se révèle être une contre-religion, dans laquelle l'homme ne compte plus, mais seulement l'intérêt personnel. Le désir de bonheur dégénère, par exemple, dans une avidité effrénée et inhumaine qui se manifeste dans la domination de la drogue sous ses diverses formes. Il y a les grands, qui avec elle font leurs affaires, et ensuite tous ceux qui sont séduits et abîmés par elle aussi bien dans leur corps que dans leur esprit. La violence devient une chose normale et menace de détruire dans certaines parties du monde notre jeunesse. Puisque la violence devient une chose normale, la paix est détruite et dans ce manque de paix l'homme se détruit lui-même. L'absence de Dieu conduit à la déchéance de l'homme et de l'humanisme.

Benoît XVI



Session d'études de grande envergure en Côte d'Ivoire



du 21 au 28 octobre 2011, une session d'études sur le Crédit Social a été tenue à Adzopé, en Côte d'Ivoire. Le premier soir, ils étaient 75 personnes. Trois curés ont épaulé et donné leurs bénédictions à cette semaine d'étude: les révérends Pères Patrice SAVADOGO, Martial BONI, le principal organisateur, et Claude-Michel GOUA. Eux-mêmes d'ailleurs ont présenté la Doctrine Sociale de l'Eglise, en établissant le lien entre le Crédit Social et la Doctrine Sociale de l'Eglise.

Le nombre de participants croissait de jour en jour et s'est élevé à 111 personnes au dernier jour. Tous suivaient avec assiduité les conférences. M. Louis FAHE, de Côte d'Ivoire, formateur et chef de délégation pour l'Oeuvre des Pèlerins de saint Michel, dirigeait cette semaine d'étude avec la précieuse collaboration de Gabriel Kodjo KOUBANG, de Lomé, Togo, formateur lui aussi, et de Fabrice KOUASSI, comptable, Abidjan-Côte d'Ivoire.

Vous allez donc lire avec intérêt de larges extraits d'un rapport récent de Louis FAHÉ et de Émile Toussaint KETTE au sujet de la semaine d'étude:

Introduction

La session d'études est la toute première de grande envergure organisée en Côte d'Ivoire depuis l'arrivée ici, de M. Marcel LEFEBVRE dans la nuit du 10 au 11 décembre 2008, jour de sa grande rencontre avec M. Louis FAHE.

Pilotée dans les règles de l'art par une équipe très dynamique de jeunes gens au nombre desquels on peut citer Emile-Toussaint KETTE et Paul Gomez, tous membres du Ministère Catholique de la Sainte Famille..., l'organisation a été l'une des plus grandes satisfactions de cette expérience en terre d'éburnie (Côte d'Ivoire).

Une coordination rapide entre la cellule de Diffusion de Vers Demain (mise en place depuis 2009 à la demande du Père Patrice SAVADOGO) prési-

dée par Louis FAHE, et le Rév. P Patrice SAVADOGO, ponctuée d'une action de proximité rondement menée par le Rév. Père Martial BONI, en quelques jours, ont permis de mobiliser tant de monde.

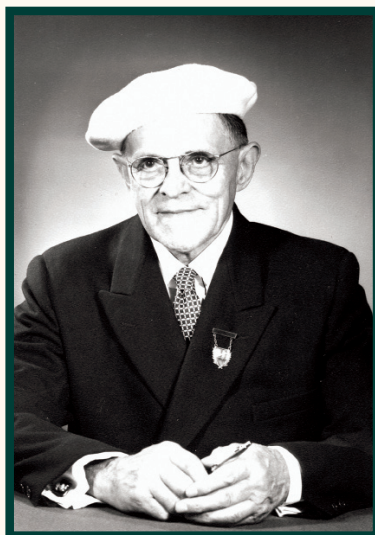
Le thème retenu pour l'occasion était évocateur de nos ambitions légitimes de mettre fin au désordre 'génocidaire' du système financier actuel: la **Démocratie économique, un système d'argent honnête au service de l'Homme.**

Les nombreux participants à ce grand moment de communion à la vie, ont d'emblée découvert la grandeur et la vision de M. Louis EVEN, notre fondateur, à travers la présentation de ce grand dévot de la Vierge Marie et de l'Oeuvre des Pèlerins de saint Michel, une œuvre d'apostolat laïc pour la justice sociale.

Cela a été pour eux, l'occasion de découvrir la spiritualité de l'homme providentiel, qui est fortement marquée par une foi profonde en Dieu le Créateur et un véritable amour du prochain qui le font braver les épreuves qui n'ont pas manqué dans son pèlerinage terrestre. Cette spiritualité nous l'avons notée, est basée sur le respect scrupuleux de la personne humaine, de la subsidiarité, du bien commun et de la solidarité entre les hommes qui du reste, sont les quatre principes fondamentaux de la Doctrine sociale de l'Eglise catholique, développés dans le Compendium.

Leçon 1: LE BUT DE L'ÉCONOMIE

Le premier choc de cette formation est venu de la grande révélation que l'économie n'a pas pour but de créer des emplois... L'argent n'étant pas la richesse, c'est donc le fait de vouloir faire jouer à tout prix à l'économie ce qui n'est nullement son rôle, qui engendre les grands maux dont souffre l'humanité entière. Le véritable et unique but de l'économie, est de produire les biens qui répondent aux besoins temporels et vitaux de l'homme.



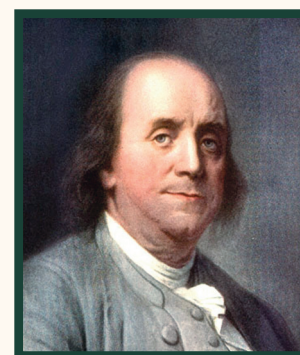
Louis Even

Beaucoup d'autres aspects de la leçon ont été abordés, tels que le Crédit Social, la politique d'une philosophie qui est celle du bien commun, le rôle de la morale devant accompagner et guider les actes de l'homme, la différence à faire entre les lois que nul ne peut changer (la nature de l'homme ou les 10 commandements de Dieu) et celles susceptibles de modification (le système d'argent-dette actuel), le Crédit Social (c'est) la confiance qu'on puisse vivre ensemble en opposition au discrédit dont l'action vise à détruire systématiquement l'élément qui fonde la vie en société: la confiance.

Leçon 7 : L'HISTOIRE DU CONTRÔLE BANCAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Selon la préférence de M. Marcel LEFEBVRE que nous partageons du reste, la leçon 7 a été vite abordée pour stigmatiser les desseins inavoués des banquiers visant à réduire l'homme à un simple mendiant en s'arrogeant de façon frauduleuse, les pouvoirs dévolus à l'Etat.

En effet, M. Louis FAHE a qualifié de "plus grand génocide de l'histoire de l'humanité", le passage de la loi sur la Réserve fédérale dans la nuit du 23 décembre 1913, expliquant avec force détails que cette nuit-là, 60 corrompus, membres du Congrès américain qui avaient des intérêts égoïstes et des raisons particulières ont comploté contre l'état régalien et contre le peuple, en votant sans état d'âme, une loi qui arrachait d'autorité des mains du peuple souverain, le droit de battre monnaie pour le concentrer aux mains assassines d'une nébuleuse de 12 intérêts.



Benjamin Franklin

Ce dernier a dû émettre 450 millions de green-back, véritable monnaie américaine afin d'engager et de gagner la guerre de sécession déclenchée par les 11 états du sud, à l'époque où la Nouvelle Angleterre (actuels USA) ne comprenait que 13 états. Pour ces grands hommes, la création et l'émission monétaires doivent demeurer une prérogative exclusive du gouvernement.

Comme cause principale de l'insuccès des différentes tentatives de mise en œuvre de la monnaie sans dette, M. Louis FAHE a relevé la grande ignorance du peuple sur la question de l'argent. En effet, la loi sur la réserve fédérale est passée à un moment où toute l'attention du peuple était focalisée sur les préparatifs des fêtes de fin d'année. De même que l'échec de la loi sur le Crédit Social du nom de son géniteur (Bill Goldsborough) en 1932. D'où la nécessité d'éduquer et d'informer le peuple, afin d'arrêter le rouleau compresseur des financiers dont le but ultime est d'instaurer un gouvernement mondial, une monnaie mondiale et une religion mondiale sans Dieu.

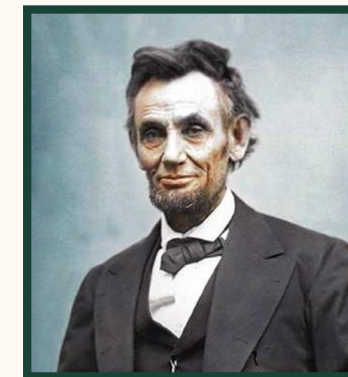


Louis FAHÉ

Suite aux explications détaillées livrées par M. Louis FAHE sur la question, de très nombreux participants ont marqué leur indignation et surtout leur étonnement de voir qu'aucun dirigeant actuel ne lève le moindre doigt pour dénoncer de telles pratiques. Le plus insoutenable selon eux, est de constater que bien qu'ayant été payées plusieurs fois, les dettes des pays évoluent de façon exponentielle et servent de prétexte aux financiers pour faire main basse sur les richesses naturelles des pays pauvres à travers des guerres et des crises planifiées.

Beaucoup de voix au cours de cette leçon, se sont élevées pour proposer que des projets de lois plus sociales soient déposés par le peuple sur la table de ceux qui sont leurs représentants au parlement. Une profonde réforme du système financier actuel selon eux, est plus que nécessaire et urgente. A ce niveau, les participants ont mieux compris pourquoi Sa Sainteté le Pape Jean Paul II dit que la réforme la plus urgente, c'est de corriger le système financier actuel et exige sans autre forme de procès, l'effacement des dettes.

M. Louis FAHE a démontré qu'il y a toujours une divergence entre ce que le peuple veut et ce que les dirigeants font.



Abraham Lincoln

Leçons: 2, 3 et 4



Le scandale de la pauvreté en face de l'abondance, a été l'occasion de dire que la rareté a cédé la place à l'abondance des biens depuis bien longtemps. Le problème désormais est comment gère-t-on cette nouvelle

donne? Les biens pourrissent malheureusement face à des besoins insatisfaits du fait du manque d'un instrument, d'un ticket appelé argent, on dirait même que les biens sont volontairement interdits aux hommes. L'argent qui ne devrait être qu'un moyen, un véhicule pour faire passer les produits du producteur au consommateur, un signe pour faciliter les échanges, et qui n'est donc pas la richesse en lieu et place des produits qui sont la véritable richesse, est devenu par la force des choses, le maître!

Le problème est que les banques créent l'argent sous forme de dette: quand un emprunteur arrive au guichet d'une banque et que le banquier consent à lui octroyer un crédit, la banque selon les explications de Gabriel KOUBANG, crée l'argent qui n'existait pas auparavant. Le faisant, la banque use de son pouvoir (système de couvertures fractionnaires) de prêter dix fois le montant de papier-monnaie qu'elle détient. *(Dans les pays industrialisés, les banques peuvent prêter indéfiniment plus que le numéraire qu'elle possède.)*

Tout l'argent en circulation dans le monde, correspond à une dette équivalente et doit retourner à la banque, affublé d'un intérêt injustifié. De ce fait, l'argent naît par l'emprunt et meurt par le remboursement à la banque. Au Moyen-Âge en effet, l'orfèvre devint banquier car il représentait une sûreté pour les avoirs des Souverains et des gros négociants. Il recevait en dépôt contre un reçu à titre de preuve pour le propriétaire, l'or dont seulement 10% étaient redemandés par les dépositaires. C'est sur la différence qu'il s'est appuyé pour prêter à intérêt, devenant ainsi banquier avec une tendance à supprimer l'usage de l'argent-monnaie pour pérenniser (*prolonger*) le système inique qui lui est favorable.

La solution au problème des dettes, un argent sans dette créé par la société: apprendre que l'argent n'est pas la richesse, mais un signe qui donne droit à la véritable richesse que sont les produits, a été difficile à admettre, encore plus l'a été la possibilité pour une société de créer sa propre monnaie!

Mais il a fallu leur expliquer que pour le Crédit Social, l'argent n'est qu'une question de chiffres, une simple comptabilité...

Cependant pour y parvenir, il faut la mise en œuvre d'un système trinitaire à travers la création d'un Office National de Crédit, qui fonctionnerait comme une banque centrale dont le rôle est de mettre en adéquation, la production et l'argent en circulation dans le pays: — une monnaie libre de dette et libre d'intérêt, c'est-à-dire créée par la société pour la satisfaction des besoins vitaux, — un dividende social à tous comme part de l'héritage commun placé directement entre les mains du consommateur, — un escompte ou rabais compensé qui jouerait un rôle stabilisateur, afin que les consommateurs absorbent toute la production selon leur capacité à payer, et que les producteurs soient en mesure d'assurer la quantité de production nécessaire!

Leçons 5, 6, 6-B et 8

Le dividende, comme solution au manque chronique de pouvoir d'achat: Gabriel KOUBANG s'est évertué à expliquer qu'il ne suffit pas de financer la production, il faudrait aussi financer la distribution pour que les biens atteignent les besoins. Après avoir démontré que les salaires distribués par la production ne suffiront jamais à payer les biens produits (C.H. DOUGLAS a prouvé

en effet que jamais $A < A+B$), il a donné le coup de semonce en affirmant que la politique de plein emploi prônée par les gouvernants actuels de nos pays, n'est que pure aberration car on ne pourra jamais y parvenir. La véritable solution est donc le Crédit Social qui distribuerait le dividende en vue de garantir le pouvoir d'achat à chaque homme, cohérent de la technologie, des inventions et des ressources naturelles.

Quand cela est nécessaire, le dividende fait accroître l'argent en circulation dans le pays et le place directement entre les mains des consommateurs, car le pouvoir d'achat selon les explications de Louis FAHE, dépend à la fois de l'argent aux mains de l'acheteur et du prix du produit mis en vente. Moins les prix sont élevés, plus le pouvoir d'achat ou la capacité à payer de l'acheteur est élevé(e) et vice versa. C'est pourquoi, il a affirmé que toute grève ou revendication salariale est forcément désastreuse,



Gabriel KOUBANG

dans la mesure où la hausse des salaires provoque l'inflation et n'apporte rien au pouvoir d'achat du consommateur. D'où la nécessité d'ajuster les prix pour éviter toute possibilité d'inflation, pouvant éroder le pouvoir d'achat.

M. Louis FAHE s'est indigné face au comportement des dirigeants des pays qui, pour la construction d'un pont, font l'étude de faisabilité, vont en forte délégation tous frais payés (billets d'avion 1ère classe-hôtels 5 étoiles) pour aller emprunter auprès des institutions financières à intérêts, des chiffres qu'ils peuvent créer eux-mêmes. Alors qu'avec le Crédit Social, pour financer un pont, le gouvernement par le canal de l'Office National de Crédit créerait sine die, l'argent nécessaire à la réalisation de l'ouvrage. Et puisque dans ce système, l'argent émis sans dette n'est que le reflet de la réalité, il apparaît avec tout nouveau produit et disparaît quand celui-ci est consommé. Par exemple, pour un pont construit pour une durée de 50 ans et ayant coûté 50 milliards à l'état, il faudra que chaque année, 1 milliard soit retiré de la circulation jusqu'à ce qu'au bout de la 50ème, tous les 50 milliards soient retournés à leur source.

Le Crédit Social, véritable démocratie économique, a de réels avantages comparatifs. Comme en politique, il est loisible au peuple de choisir librement en démocratie économique. Le bulletin de vote du consommateur, c'est sa capacité de payer, son pouvoir d'achat, son billet dont seul il est le maître. La différence est qu'en démocratie politique, si on vote pour A, B peut sortir vainqueur et on est perdant, ou même si A pour lequel on a voté sort vainqueur, on n'a pas gagné pour autant pour la simple raison que ce n'est pas évident que A fera ce pourquoi on a voté pour lui. Dans les deux cas, on est perdant. Or en démocratie économique, on a toujours le candidat pour lequel on a voté. Si avec sa capacité de payer on rentre dans un magasin et demande un costume gris-bleu, c'est cela qu'on obtiendra, si on va à la boulangerie et commande des pains au chocolat, c'est ce qui sera servi mais jamais autre chose. Donc ici, on a toujours le candidat pour lequel on a voté.

En outre en politique, quand il y a 102 partis politiques, il y a autant de clivages et jamais ce peuple ne

pourra s'entendre.

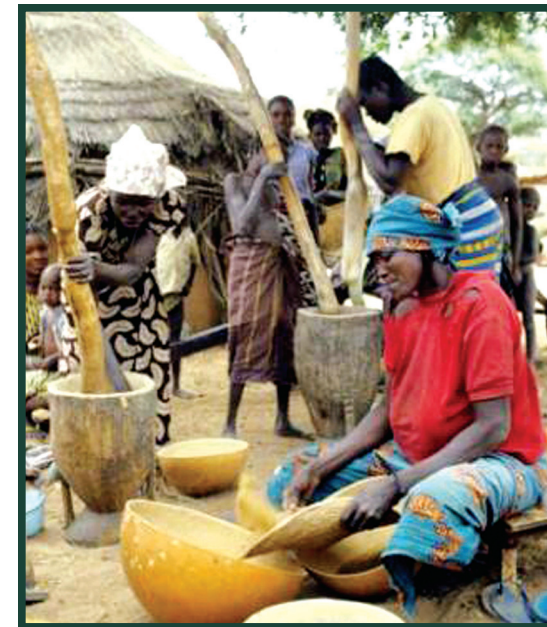
C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas intéressés par la politique qui divise un même peuple afin de régner sur lui, car à tous égards, la démocratie économique est plus efficace que la démocratie politique: 1er - on obtient au quotidien le candidat pour lequel on vote; 2ème - on n'attend pas de consacrer un seul jour sur 1825 pour laisser le peuple mourir de faim pendant les 1824 autres jours durant les cinq ans de mandat. En conclusion de ces 3 leçons, le Crédit

Social n'est pas un parti politique mais, une finance saine et efficace car le véritable but recherché par le Crédit Social, est de donner à chaque consommateur la capacité de commander la production des biens dont il a vraiment besoin. Seule la démocratie économique peut réaliser cet idéal de vie.

De nos jours en effet, il est triste de voir que ni le peuple ni les gouvernants que nous voyons et que nous avons dans nos pays, n'ont la réalité du pouvoir qui a été usurpé depuis des lustres, par la nébuleuse financière.

Les discussions à ce sujet ont été très âpres, car beaucoup de jeunes en Afrique ne jurent que par la politique, mais les

explications détaillées sur l'efficacité de la démocratie économique ont fini par les convaincre que le salut de l'humanité entière, se trouve dans l'issue du combat du Crédit Social.



Les Africains ont compris que le Crédit Social les sortirait de la pauvreté

Changement d'adresse

Veillez nous faire parvenir votre nouvelle adresse lorsque vous déménagez. Les bureaux de poste ne nous donnent pas les nouvelles adresses. Nous devons acquitter des frais d'un dollar pour chaque adresse qui nous est retournée. Envoyez donc votre nouvelle adresse à:

Journal Vers Demain
1101 rue Principale, Rougemont, QC
Canada J0L 1M0 - Tél. 1 450 469 2209
télécopieur (fax): 1 450 469 2601
courriel (e-mail): info@versdemain.org
info@versdemain.org

► Leçons 1-B, 9 et 10

Ces trois leçons ont été respectivement confiées aux Révérends Pères Martial BONI, Claude-Michel GOUA et Patrice SAVADOGO.



Rév. Patrice SAVADOGO

L'encyclique Caritas in Veritate a été lue et commentée dans les moindres détails, pour aider les participants à comprendre que le Crédit Social traduit en actes concrets, les orientations données par les Papes afin de mettre l'économie au service de l'homme. Différents aspects de la vie de l'homme liés à sa survie, à la préservation de l'environnement par l'arrêt du gaspillage des ressources naturelles ont été abordés, et fortement discutés par une assemblée, qui en avait véritablement mare du comble des excès des financiers.

Selon les exposants des leçons 9 et 10, la Doctrine sociale de l'Église est un ensemble de discours portant sur les questions d'ordre social énoncées par les Papes, et balisées par l'éthique ou la morale fondamentale chrétienne qui, par souci légitime pose comme exigence, le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

L'Église, selon eux, demande la réforme des systèmes économiques et financiers et présente les principes moraux au nombre de quatre:

— la dignité de la personne humaine dans le sens du bien, du bon, du juste et du vrai; — le respect du bien commun; — la subsidiarité; — la solidarité.

Les êtres humains sont et doivent demeurer le but et le fondement de la vie sociale, c'est-à-dire l'homme, élément intérieur doit être au début, au centre et à la fin de la vie sociale et de ce fait, tout système doit tenir compte de lui.

Le Père Patrice SAVADOGO, après avoir résumé de façon extraordinaire toute la semaine d'études, a insisté pour dire deux choses importantes: — la subsidiarité signifie tout simplement que le supérieur ne doit pas faire, ce que son sujet peut et doit faire; — le Crédit Social est une solution catholique aux problèmes de l'humanité et vise à éduquer le peuple pour le sortir de la grande ignorance sur la question de l'argent.

Conclusion

Cette session d'études a été une grande découverte pour de nombreux participants. De l'avis général, cette session d'études a été d'une grande utilité pour la compréhension des événements qui se déroulent dans le monde. Tous souhaiteraient l'organisation de plusieurs sessions d'études pour éveiller la conscience collective sur les dangers qui guettent l'humanité entière.

Vincent DJOUAMPOH, expert en insertion professionnelle, au 4ème jour de la formation, a déclaré ne rien comprendre de la sottise humaine qui consiste à s'embourber volontairement alors que la porte du salut, représentée par le Crédit Social est grande ouverte. Il dit avoir appris en peu de temps, des choses essentielles qu'il n'aurait jamais découvertes si la Providence ne l'avait pas orienté vers Adzopé.

Pour une participante, il est inutile de s'en prendre aux Blancs comme étant responsables de la misère dans les pays pauvres. Tous nous sommes victimes des mêmes pratiques mais cependant chacun doit se préoccuper de son propre sort. C'est pourquoi nous devons nous entendre pour éviter que les Blancs viennent chercher nos richesses, comme cadeau de Noël aux tenants du système financier.

Louis FAHE, Chef de délégation

Émile Toussaint KETTE, Président du comité de suivi et rapporteur de la session d'études.

«La télévision peut se comparer facilement à l'usage des drogues: elle crée un état de dépendance et d'accoutumance hypnotiques.»

Invitation spéciale
Gens de Montréal et de Laval
Vous êtes invités à la réunion
Du 2e dimanche de chaque mois
12 février. 11 mars
1.30 hre p.m.: heure d'adoration
2.30 heures p.m.: Réunion
Église St-Bernardin
7979 8e Avenue, Ville Saint-Michel
Pour informations:
tél. 514-856-5714

Debout pour libérer les pauvres par le Crédit Social

Par Son Exc. Mgr Jean ZERBO

Mgr Jean Zerbo, Archevêque de Bamako, a assisté à notre congrès de Rougemont du mois de septembre 2011, précédé d'une semaine d'étude. Il nous écrit:

...Debout pour le combat, pour la libération des pauvres par le Crédit Social, pour une vraie fraternité unie, solidaire. La Providence m'a permis de vivre avec vous une expérience exceptionnelle: connaître et approfondir ce qu'est le Crédit Social, ce qu'il peut nous apporter.

C'est tant au niveau individuel qu'au niveau des groupes, une lumière sur les ténèbres de l'égoïsme et de la cupidité, la maladie d'avoir, d'avoir toujours plus, d'accumuler, d'accumuler toujours plus. L'amour de l'argent est la source, la racine de tous les maux dont souffrent les humains sous tous les cieux et de tous les temps.

On ne peut changer aucun système sans changer le cœur de l'homme. Quand le cœur s'attache à l'avoir qui est, en fait, son dieu, il faut du temps pour le guérir. Il faut, comme dit Jésus, chasser ce démon par le jeûne et la prière, par le partage, la solidarité. Il faut ouvrir son cœur à d'autres valeurs, corriger la tendance de faire de l'avoir le chef qui commande l'être, faire de l'être le cavalier et non l'avoir. 'Homme dis-moi où est ton cœur, je te dirai qui est ton dieu'; Dieu ou l'argent, on ne peut servir deux maîtres.

Le Crédit Social, une lumière

Telle est la lumière que le Crédit Social jette sur nos ténèbres. Je l'apprécie et j'y adhère du fait qu'il repose sur trois fondements solides, fondements qui ne sont pas des idéologies ou des théories humaines. Fondements qui nous viennent de Dieu.

Premier fondement: la Parole de Dieu qui dénonce pour tous les temps et tous les lieux la cupidité, l'avarice, la maladie d'amasser, et de toujours amasser, la déviation la plus grave: faire de l'argent de l'avarice, son dieu, l'argent ou rien! 'Nul ne peut servir deux maîtres, vous ne pouvez servir Dieu et l'argent!' Parole de Dieu: celle des sages, celle des prophètes, celle du Christ.

Second fondement: les Pères de l'Église, fidèles à la tradition des sages, des prophètes et du Christ, condamnent l'amour de l'argent, le prêt à gage. Ils les dénoncent comme sources des maux dont souffrent les humains.

Troisième fondement: le Magistère, l'enseignement social de l'Église.

Tels sont les trois éléments de la crédibilité du Crédit Social, fondement sur le roc et non sur le sable mouvant! En lui, nous avons le secret d'un nouvel ordre économique et social, le remède pour combler le faussé sans cesse grandissant entre riches et pauvres, pour redonner aux humains, à travers le monde, leur dignité d'enfants de Dieu.

Résolutions à prendre

Les résolutions que l'on peut prendre:

— Continuer à approfondir la connaissance du Crédit Social. — Approfondir notre connaissance du mécanisme du prêt à gage, des systèmes bancaires actuels. — Chercher par les moyens pacifiques à réduire la trop grande marge entre les intérêts concédés, suivant qu'il s'agit de dépôts ou de prêts. — Prier et jeûner pour chasser du cœur des humains, le démon du profit, de l'avarice, de l'amour de l'argent. — Faire connaître, à tous les niveaux, la théorie du Crédit Social.

Pour soigner efficacement une maladie, il faut bien en connaître l'origine. Il faut aussi beaucoup de détermination et d'amour, corriger sans fureur ni violence, mais corriger par conviction et avec persévérance.

« Ave Maria debout pour le combat ». Je suis sûr que Marie notre Mère et l'Archange Michel nous soutiendront dans ce combat pour un monde, dont la transfiguration est déjà apparente à travers les foyers de Bérets Blancs qui brillent à travers le monde.

Le grand orfèvre, l'Esprit-Saint

Un trésor pour le monde qu'est le Crédit Social, trésor qu'il nous faut chercher à présenter à toutes et à tous et partout dans des vases sans cesse purifiés au creuset du grand orfèvre, l'Esprit Saint. ...



Le Vatican est-il pour un gouvernement mondial?

Controverse autour d'un document du Conseil Pontifical Justice et Paix

par Alain Pilote

Le 24 octobre 2011, le Conseil pontifical Justice et Paix, un des dicastères du Vatican, publiait une «note» de 41 pages intitulée «Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle», qui devait servir de réflexion au sommet du G20 devant se tenir les jours suivants à Paris. Ce document a été présenté le même jour en conférence de presse au Vatican par le cardinal Peter Turkson, président de ce dicastère, son secrétaire, Mgr Mario Toso, et un économiste italien, Leonardo Becchetti, professeur d'économie à l'Université de Rome Tor Vergata.

Becchetti est considéré comme le principal rédacteur de ce document qui, contrairement à l'habitude des textes pontificaux, ne se limite pas aux principes, mais offre des solutions concrètes... et controversées, qui ont suscité de vives réactions, même au Vatican.



Le professeur Leonardo Becchetti

Jugez-en par vous-mêmes: ce document appelle «à l'instauration d'un Gouvernement mondial», parle de «l'exigence d'un organisme assurant les fonctions d'une sorte de «Banque centrale mondiale» réglementant le flux et le système des échanges monétaires, à la manière des Banques centrales nationales».

On y lit aussi: «Le temps est venu de concevoir des institutions ayant une compétence universelle... Il revient aux générations actuelles de reconnaître et d'accepter en toute conscience cette nouvelle dynamique mondiale vers la réalisation d'un bien commun universel. Certes, cette transforma-

tion s'effectuera au prix d'un transfert, graduel et équilibré, d'une partie des attributions nationales à une Autorité mondiale et aux Autorités régionales...»

Un fait qui peut expliquer l'enthousiasme du professeur Becchetti pour un gouvernement mondial est qu'il détient une maîtrise de la London School of Economics, fondée en 1985 par Sydney Webb pour promouvoir le socialisme marxiste non par une révolution violente, mais de façon graduelle, méthode dite «fabianiste».

Vous pouvez bien vous imaginer que de tels propos n'allaient pas passer inaperçus dans les médias, les mots «gouvernement mondial» et «banque mondiale» étant particulièrement doux aux oreilles des promoteurs d'un nouvel ordre mondial centralisateur qui éliminerait tous les États souverains. En effet, plusieurs journaux et sites internet n'ont retenu que ces mots du document du Conseil Pontifical Justice et Paix, et ont aussitôt coiffé

leurs articles de titres comme: «Le Vatican est pour un gouvernement mondial»!

Cependant, la réalité est que le Vatican, et surtout tous les Papes, ne sont pas pour un gouvernement mondial centralisateur, mais ont toujours prôné le respect du principe de subsidiarité, où les niveaux de gouvernement supérieurs doivent être au service de la personne et des gouvernements inférieurs, plus près de l'individu et de la famille.

D'ailleurs, le porte-parole du Vatican, le Père Federico Lombardi, S.J., qui était présent à cette conférence de presse du 24 octobre, s'est hâté d'ajouter

que «ce document n'est pas une expression du magistère papal», mais une simple note d'une agence du Vatican, et qu'aucun journaliste ne pouvait dire que «le Pape Benoît XVI a dit ce qui est écrit dans ce document.»

Ce document ne vise qu'à encourager la réflexion sur la recherche de solutions techniques en conformité avec la doctrine sociale de l'Église. On peut varier d'opinion sur les solutions pour appliquer ces principes; par exemple, lorsque ce document suggère de mettre en place la fameuse taxe Tobin (la taxation des transactions financières internationales, suggérée pour la première fois en 1972 par le lauréat du prix Nobel d'économie James Tobin), cela n'engage pas la foi, cela va de soi. On n'est pas hors de l'Église si on critique la taxe Tobin!

Le Secrétaire d'État du Pape réagit

Les réactions à ce document au Vatican même ne se firent pas attendre. Le journaliste italien Sandro Magister, spécialiste des questions vaticanes pour le magazine L'Espresso, publiait le 10 novembre 2011 sur son site www.chiesa.espressonline.it un article intitulé: «Trop de confusion. Bertone verrouille la curie». Voici des extraits de cet article:

«Le document de "Justitia et pax" relatif à la crise financière mondiale sous le feu des critiques. Le secrétaire d'état le désavoue. "L'Osservatore Romano" le massacre. Désormais tout nouveau texte du Vatican devra obtenir l'autorisation du cardinal avant d'être publié.

«Le jour même, vendredi 4 novembre, où à Cannes le G20 allait parvenir à sa faible et incertaine conclusion, un petit sommet était convoqué à la secrétairerie d'état, au Vatican, pour tenter de porter remède à un n-ième moment de confusion de la curie romaine. Sur le banc des accusés: le document relatif à la crise financière mondiale publié dix jours plus tôt par le conseil pontifical Justice et Paix. Un document qui avait déconcerté beaucoup de gens, au Vatican et ailleurs.

«Le cardinal Tarcisio Bertone, secrétaire d'état, déplorait de n'en avoir rien su jusqu'au dernier moment. Et c'est précisément pour cela qu'il avait réuni ce sommet à la secrétairerie. La conclusion du sommet a été de transmettre à tous les services de la curie romaine cet ordre péremptoire: désormais, aucun écrit ne doit être publié sans contrôle préalable

et autorisation de la secrétairerie d'état.

«Ce qui a le plus irrité beaucoup de lecteurs compétents du document du conseil pontifical Justice et Paix, c'est qu'il est en contradiction flagrante avec l'encyclique *Caritas in veritate* de Benoît XVI. Dans son encyclique, le pape Joseph Ratzinger ne fait pas du tout appel à une "autorité publique à compétence universelle" pour la politique et l'économie, c'est-à-dire à cette espèce de grand Léviathan, inventé on ne sait ni comment ni par qui, dont le document du 24 octobre parle si favorablement.

«Dans *Caritas in veritate* le pape parle plus justement de "gouvernance" (c'est-à-dire de réglementation, en latin "moderamen") de la mondialisation, à travers des institutions subsidiaires et polyarchiques. Cela n'a rien à voir avec un gouvernement monocratique du monde.» (Fin de l'extrait de l'article de Sandro Magister.)

Ce qu'a écrit Benoît XVI

Voici ce que Vers Demain écrivait en août 2009 au sujet des paroles de Benoît XVI dans son encyclique *Caritas in veritate* sur une «autorité politique mondiale»:

Si on lit clairement l'encyclique de Benoît XVI, le Saint-Père parle directement contre un gouvernement mondial qui abolirait tous les États nationaux. Le paragraphe de l'encyclique qui, cité hors contexte, peut laisser un certain doute, se lit comme suit (n. 67):

«Pour le gouvernement de l'économie mondiale, pour assainir les économies frappées par la crise, pour prévenir son aggravation et de plus grands déséquilibres, pour procéder à un souhaitable désarmement intégral, pour arriver à la sécurité alimentaire et à la paix, pour assurer la protection de l'environnement et pour réguler les flux migratoires, il est urgent que soit mise en place une véritable Autorité politique mondiale telle qu'elle a déjà été esquissée par mon Prédécesseur, le bienheureux Jean XXIII».

Cependant, au paragraphe 41, le Saint-Père explique ce concept d'«autorité politique mondiale» qui, loin d'abolir l'État-nation, renforce plutôt le rôle des États: **«Ainsi doit-on promouvoir une autorité politique répartie et active sur plusieurs plans. L'économie intégrée de notre époque n'élimine pas le rôle des États, elle engage plutôt les gouverne-**



► ments à une plus forte collaboration réciproque. La sagesse et la prudence nous suggèrent de ne pas proclamer trop hâtivement la fin de l'État (comme certains groupes financiers occultes le souhaiteraient). Lié à la solution de la crise actuelle, son rôle semble destiné à croître, tandis qu'il récupère nombre de ses compétences. Il y a aussi des nations pour lesquelles la construction ou la reconstruction de l'État continue d'être un élément clé de leur développement.»

Plus loin dans l'encyclique, au paragraphe 57, Benoît XVI explique justement qu'un gouvernement mondial unique avec un seul dirigeant serait dangereux et totalitaire, et il oppose à la centralisation extrême son contraire, la décentralisation, ou subsidiarité (un principe de la doctrine sociale de l'Église qui enseigne que les niveaux supérieurs de gouvernements ne doivent pas faire ce que les niveaux inférieurs, plus près de l'individu, peuvent faire):

«Pour ne pas engendrer un dangereux pouvoir universel de type monocratique, la "gouvernance" de la mondialisation doit être de nature subsidiaire, articulée à de multiples niveaux et sur divers plans qui collaborent entre eux. La mondialisation réclame certainement une autorité, puisque est en jeu le problème du bien commun qu'il faut poursuivre ensemble; cependant cette autorité devra être exercée de manière subsidiaire et polyarchique pour, d'une part, ne pas porter atteinte à la liberté et, d'autre part, être concrètement efficace.»

Pour ne pas être malhonnêtes, et sembler faire dire au Pape ce qu'en réalité il n'a pas dit, les médias qui ont rapporté la nouvelle auraient dû citer le paragraphe 67 en entier, dès le début: «Face au développement irrésistible de l'interdépendance mondiale, et alors que nous sommes en présence d'une récession également mondiale, l'urgence de la réforme de l'Organisation des Nations Unies comme celle de l'architecture économique et financière internationale en vue de donner une réalité concrète au concept de famille des Nations, trouve un large écho».

L'autorité mondiale ayant besoin de réforme, dont parlait Jean XXIII dans *Pacem in terris* et Paul VI dans *Populorum progressio*, ce sont les Nations-Unies. Il ne s'agit pas de transformer les Nations-Unies en un gouvernement mondial qui élimine les États-nations, mais bien de créer un lieu de rencon-

tre international qui respecte le concept de «famille des nations», chaque pays continuant d'exister et de conserver sa souveraineté.

Comme Michael O'Brian écrivait récemment dans Lifesitenews.com: «L'encyclique de Benoît XVI ne vise ni plus ni moins qu'à encourager un accroissement de la coopération internationale, une entente mutuelle entre les nations pour créer des agences pour administrer les intérêts que ces pays partagent pour le bien commun de l'humanité. Il n'encourageait certainement pas la création d'un super-État mondial, car dans ses autres écrits et discours il a fortement critiqué une telle forme de gouvernement, contrairement à la Note du Conseil Pontifical Justice et Paix qui dit qu'il en fait la promotion. En fait, tant Jean-Paul II que Benoît XVI ont plusieurs fois mis en garde contre les

graves dangers inhérents à un tel projet.»

Jean-Paul II et la mondialisation

Le 17 mai 2001, le Pape Jean-Paul II parlait ainsi de la mondialisation aux 300 participants d'une rencontre promue par la fondation italienne «Éthique et économie»:

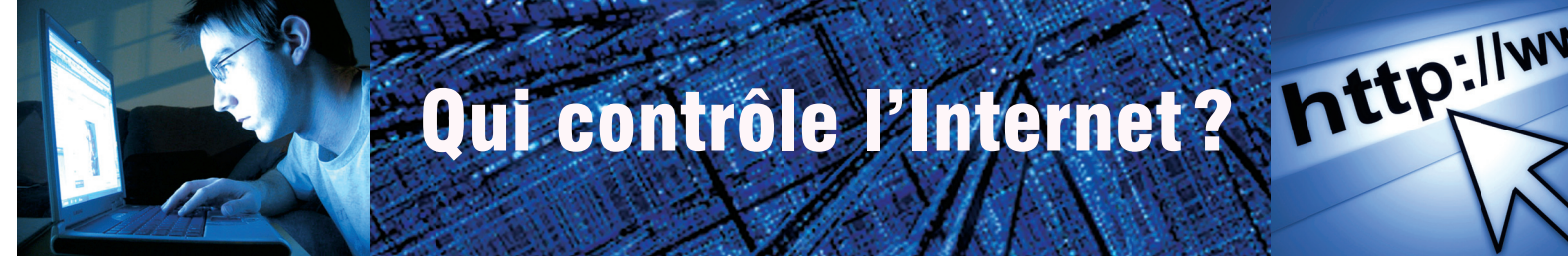
«Il n'y a pas de doute qu'il s'agit d'un phénomène qui offre des perspectives de croissance et de grande production de richesses, mais beaucoup admettent qu'en soit, la mondialisation n'assure pas l'équité de la distribution des biens entre citoyens d'un même pays ni entre les citoyens de différents pays. En réalité, la richesse produite demeure souvent concentrée entre un petit nombre de mains avec comme conséquence une ultérieure perte de souveraineté des États nationaux déjà suffisamment faibles dans les régions en voie de développement, et débouche sur un système mondial gouverné par quelques centres aux mains de particuliers. Le libre marché est, certes, un trait indubitable de notre époque. Mais il existe cependant des besoins humains impératifs, qui ne peuvent être laissés à la merci de cette perspective, avec le risque d'être absorbés.»

Jean-Paul II concluait que «l'homme doit être le protagoniste et non l'esclave des mécanismes de la production», et qu'à bien y regarder, la «mondialisation est un phénomène intrinsèquement ambivalent, à mi-chemin entre un bien potentiel pour l'humanité et un danger social aux graves conséquences.»

Alain Pilote



Benoît XVI n'est pas pour un gouvernement mondial



Depuis deux décennies l'Internet a pris une importance exponentielle dans la vie de "l'homme sapiens". La planète terre ne peut plus s'en passer! Ceux et celles qui n'ont pas l'Internet passent pour des illettrés et des poussiéreux dinosaures; ces pauvres créatures sont ridiculisées et clouées au pilori par notre société postmoderne, esclave du 'pilotage' électronique. Elles ont, paraît-il, tout simplement refusé d'évoluer et de suivre la parade.

Dans un premier temps, il faut reconnaître que le dieu Internet a **TOUT** révolutionné. Il n'y a **RIEN** dans notre monde païen, décadent et corrompu qui ne fonctionne sans le "miracle" de l'Internet. De la maternelle à l'université, c'est l'outil privilégié pour la formation intellectuelle de notre jeunesse. **TOUS** les employeurs dans **TOUS** les domaines exigent la connaissance et la capacité de naviguer sur l'Internet. Beaucoup de personnes sont même devenues «accrocs» à ce bidule de plus en plus empoisonné, mais indispensable pour **TOUTES** les activités humaines. Si l'Internet arrêta de fonctionner, ce serait le chaos social!

Maintenant, rêvons en couleur: si ce moyen de communication était toujours utilisé à de nobles fins de façon intelligente, ce serait un peu le paradis sur terre. Alléluia! Une merveille incroyable!

Enlevons nos œillères et ouvrons-nous les yeux. Actuellement, près de 50% des «internauts» utilisent la machine pour commettre et répandre le **MAL** sur **TOUTE** la terre: activités sexuelles, prostitution, pédophilie, pornographie, détournement de mineurs, fraudes, vols, menaces, destruction des réputations, mensonges, terrorisme, propos haineux, trafic de drogue, vol d'identité personnelle, magouilles de tout acabit, etc. Tous les vices sont à la portée de la main sur le net.

Les policiers confirment que les grandes organisations criminelles sont en train de prendre le contrôle de l'Internet. Les forces de l'ordre ne savent plus où donner de la tête, car il faudrait qu'elles soient trois fois plus nombreuses pour attaquer ce diabolique problème et affronter à force égale la terrible criminalité qui empoisonne le net.

SATAN A-T-IL PRIS LE CONTRÔLE DE L'INTERNET? J'AI BIEN PEUR QUE OUI!

C'est maintenant très facile de trouver sur la toile des renseignements pour fabriquer des bombes, pour «euthanasier» une autre personne et pour se suicider. Au début de l'année 2012, le journal La

Presse nous informait que 'Facebook' donne maintenant des recettes efficaces et très précises pour provoquer un avortement. Sous prétexte que ces enseignements sont très utiles aux femmes, surtout dans les pays où l'avortement est interdit, on endort le bon peuple qui reste silencieux et qui semble accepter cette odieuse banalisation du meurtre des bébés non encore nés.

Alors, que peut-on penser de l'Internet face à tous ces sombres dérapages? C'est tout à fait désolant et déprimant de voir cet extraordinaire moyen de communication sombrer de plus en plus entre les mains des forces du mal. L'Internet, c'est quelque chose de beau et d'utile quand on s'en sert pour faire le **BIEN**.

Malheureusement dans notre monde en pleine décadence, ce petit écran est devenu le rendez-vous de plus en plus populaire des personnes biaisées, tordues et criminalisées qui ne pensent uniquement qu'à collaborer avec les forces du mal. **QUEL DOMMAGE!**

Paul-André Deschesnes

Assemblées mensuelles

Maison de l'Immaculée, Rougemont

Chaque mois aux dates suivantes:

26 février, 25 mars, 22 avril

10 heures a.m.: Ouverture. Chapelet
Rapports des apôtres revenant de mission

Midi: dîner dans le réfectoire de la
Maison de l'Immaculée, chacun apporte
ses provisions.

1.30 à 4.30 heures p.m. Conférences

3.30 hres p.m. Confessions

5.00 hres p.m. Sainte Messe à la
chapelle de la Maison de l'Immaculée.

6.15 hres p.m. souper avec ses provisions

Aux réunions de Vers Demain, tous se présentent modestement vêtus. Les dames en robe non décolletée (pas plus d'un pouce en bas du cou), à manches dépassant le coude et à jupe couvrant les genoux. Messieurs et dames en shorts ne sont pas admis.

La Sainte Vierge Marie n'a vécu que de la Parole de Dieu

Lors de notre Siègne de Jéricho en mars 2011, à la Maison de l'Immaculée, à Rougemont, nous avons eu l'honneur d'accueillir M. l'Abbé Hubert KEDOWIDE, originaire du Bénin, vicaire de la paroisse St-Alexandre, à Thetford Mines. Voici des extraits de sa conférence:

par M. l'Abbé Hubert KEDOWIDE

Je voudrais faire avec vous une relecture de Marie par la Bible. En fait, comment Marie est au cœur de notre foi. C'est par Marie que nous pouvons aller à Dieu, parce qu'il est évident que Dieu a passé par Marie pour venir jusqu'à nous. Nous devons nous aussi passer par Marie pour aller au Seigneur. Et pourquoi ? C'est très simple, il suffira pour nous d'aller à la Genèse de l'humanité. Qu'est-ce que Dieu a fait ?

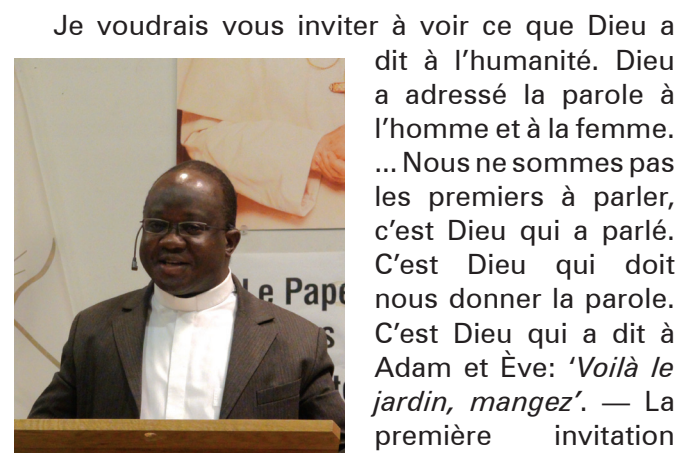
Émerveillement devant la création



Quand Dieu a créé le Ciel et la terre, il a trouvé que cela était très beau. L'homme que Dieu a créé ne sentait pas encore cet émerveillement que Dieu avait pour cette humanité. Il manquait quelque chose et Dieu a vu cela. Il va créer la femme pour qu'au contact de la femme, l'homme puisse entrer dans l'émerveillement de Dieu. "Voici la chair de ma chair, l'os de mes os", dit Adam. Grâce à cette rencontre, Dieu a créé l'émerveillement. Ça veut dire que notre vie n'a de sens que dans la rencontre, que dans la fraternité, que dans le passage que vous êtes en train de défendre, vous qui êtes les Pèlerins de saint Michel. Vous êtes en train de travailler pour le partage équitable.

Et c'est cette équité que l'homme reconnut dans la femme. Il dit en voyant la femme: «C'est la chair de ma chair», c'est-à-dire moi-même. Et vous aurez constaté lorsque le péché a fait irruption dans la vie, «Dieu dit à Adam: "Tu as donc mangé de l'arbre dont je t'avais défendu de manger!" L'homme répondit: "C'est la femme que tu as mise auprès de moi qui m'a donné de l'arbre, et j'ai mangé!"» (Genèse 3, versets 11, 12). Le péché a opéré la rupture entre l'homme et la femme. Le péché est un

semeur de division.



Je voudrais vous inviter à voir ce que Dieu a dit à l'humanité. Dieu a adressé la parole à l'homme et à la femme. ... Nous ne sommes pas les premiers à parler, c'est Dieu qui a parlé. C'est Dieu qui doit nous donner la parole. C'est Dieu qui a dit à Adam et Ève: 'Voilà le jardin, mangez'. — La première invitation à l'humanité, c'est

Le diable, trafiquant de la Parole de Dieu

l'Eucharistie. — Dieu a dit à l'homme et à la femme: 'Mangez tous les fruits mais pas celui qui est au centre'. C'est simple, mangez tous les fruits en référence à Celui qui gouverne tous les fruits, à Celui qui doit être au centre de votre vie, à Celui qui doit être le pivot de votre vie, à Celui qui doit être la référence de votre vie.

Et le péché a contribué justement à nous donner nous-mêmes notre propre référence. Quand le serpent est venu, il n'a pas commencé par adresser la parole. Il a commencé par abuser de la parole. Il a abusé de la parole du Seigneur parce qu'il a trafiqué sa parole. Il a dit à Ève: 'Dieu vous a dit de ne pas manger'. La femme a rectifié: 'Il a dit vous pouvez manger sauf ...' Donc, le diable c'est un trafiquant de la parole.

Comme aujourd'hui, nous sommes dans un monde de manipulation de la parole. Nous sommes dans un monde où la parole de la vérité est souvent trafiquée pour nous amener à la chute, pour nous amener à la déchéance, pour nous amener au péché et le démon va réussir. Grâce à la manipulation de la parole, il a amené Adam et Ève à être le centre de leur propre vie. Quand on est au centre, on se retrouve nu, dépouillé, complètement anéanti. On a tout perdu parce que Dieu n'est plus le centre de la vie. Mais, dans son amour infini, dès le départ, Dieu va dire (à nos premiers parents) que la femme va écraser la tête du serpent. La tête est importante, c'est la vie. C'est une femme qui va nous relever, qui va nous aider à sortir de cette déchéance. Et ce sera Marie.

Marie, terre vierge et fertile



Marie s'est donnée entièrement, elle s'est donnée totalement. Elle s'est consacrée au Seigneur pour que le Seigneur puisse remplir sa vie et la féconder afin qu'elle puisse nous enfanter le Sauveur.

Contrairement à la parole qui fait irruption pour nous

briser, Marie a été cette terre extraordinaire qui a accueilli la parole dans sa totalité, même si elle se posait des questions, même si elle se demandait comment cela va-t-il se faire. Vous avez entendu la réponse de l'ange, la réponse n'était pas une réponse cartésienne, ce n'était pas une réponse d'explications: "L'Esprit-Saint descendra sur toi et la puissance du Très-Haut te prendra sous son ombre." — "Fiat, je suis la servante du Seigneur que tout se fasse pour moi selon ta parole", répondit la Sainte Vierge.

Et alors Marie va être fécondée de la parole. La parole que l'ange a reçue, est accueillie par Marie. C'est cette Parole que Marie va féconder pour nous l'enfanter, la Parole qui était auprès de Dieu, la Parole qui s'est fait chair et nous avons vu sa gloire, la gloire qui habite parmi nous. Il est venu parmi les siens et les siens ne l'ont pas reconnu. Demandons à Marie, à sa suite, à son école, d'accueillir sa Parole comme elle l'a fait.

Visitation de Marie à Elizabeth

Lorsque Marie a accueilli la parole, qu'est-ce qu'elle va faire ? Marie va se lever rapidement, dit le texte de la Visitation, pour aller voir sa cousine. Imaginez-vous: partir de Nazareth pour aller à la porte de Jérusalem parce que la maison de Zacharie qui est l'ancienne maison de David, est à l'entrée de Jérusalem. Marie va marcher environ 150 kilomètres à pied. La Parole qui a donné vie à Marie, va la faire lever. Elle est entièrement fécondée et la fécondité doit nous faire bouger.

Ça veut dire que Marie est la première à faire la route qui mène de Galilée à Jérusalem, c'est-à-dire qu'elle est la première à faire la route du chemin de la croix. Voici que nous montons à Jérusalem, Marie, portant son Fils en elle, est la première à parcourir le chemin qui mène jusqu'à Jérusalem,

comme pour initier le Fils, initier la Parole, une Parole qui sera entièrement livrée sur la croix, une Parole que la mort ne pourra même pas arrêter, une Parole qui ira jusqu'à la mort pour briser les portes du tombeau et pour faire éclater la parole de vérité, la parole de lumière.

C'est beau de contempler Marie en train d'entreprendre, en train d'être comme précurseur de ce cheminement extraordinaire du don jusqu'à livraison, jusqu'au Golgotha. Lorsqu'elle entre dans cette maison de Zacharie, à six kilomètres de Jérusalem, à la porte de Jérusalem, qu'est-ce qu'elle va faire ? Comme la Parole de salutation lui a été adressée, cette Parole qui l'a fécondée et qui a fait qu'elle est devenue bénie entre toutes les femmes, Marie va donner déjà la Parole.

Avant que la Parole se fasse chair pour être enfantée, Marie va commencer à donner cette même Parole à sa cousine qui va la saluer. Lorsque cette cousine va recevoir la salutation, elle sera remplie de l'Esprit-Saint. Comme nous sommes porteurs ou porteuses de la Parole de Dieu, comme Marie, nos salutations font que ceux et celles qui auront la joie de nous rencontrer ou de vivre avec nous seront remplis de l'Esprit-Saint.

Jubilation de saint Jean Baptiste

À la parole et à la salutation de Marie, qui était cet enfant ? La voix qui crie, la voix en gestation, saint Jean-Baptiste. Il va jubiler au-dedans de sa mère pour répondre à cette Parole attendue depuis longtemps avant les siècles, cette Parole qui viendra nous visiter. Jean-Baptiste du fond des entrailles de sa mère va commencer cette jubilation que donne toute bonne parole. Toute bonne parole apporte l'Esprit-Saint, toute bonne parole apporte la joie, toute bonne parole apporte l'action de grâces.

La cousine Elisabeth dira: «Heureuse celle qui a cru à l'accomplissement des paroles qui lui furent dites.» A l'accomplissement des paroles... Nous, dans Adam et Ève, on n'a pas hésité à douter de la parole. C'est pour cela que la parole du serpent nous a mal menés. Mais Marie c'est elle qui a cru à l'accomplissement de la Parole, de la Parole de Dieu. Elle a cru sans détour, elle n'a pas biaisé, (elle a persévéré). Et la route qu'elle venait de parcourir, ne l'a pas fatiguée ni distraite, elle est demeurée dans la parole et c'est en cela qu'elle a des mérites.

Je voudrais vous montrer un peu pourquoi Marie a accueilli entièrement la Parole de Dieu et pourquoi elle n'a pas laissé de place pour sa propre parole. Je voudrais vous rappeler la belle prière

► d'action de grâce du Magnificat que vous connaissez très bien:

Paroles bibliques du Magnificat

«*Mon âme exalte le Seigneur, exulte mon esprit en Dieu mon Sauveur.*» Marie a pris cela dans Samuel 2, verset 1. «*Car il a jeté les yeux sur son humble servante.*» Marie a pris cela dans Samuel 1, verset 11. «*Désormais tous les âges me diront bienheureuse.*» Marie a pris cela dans la Genèse 30, verset 13. «*Le puissant fit pour moi des merveilles. Saint est son nom.*» Marie a pris cela dans le Psaume 11, verset 9. «*Son amour s'étend d'âge en âge sur ceux qui le craignent.*» Marie a pris cela dans le Psaume 33, verset 17.

«*Il disperse les superbes. Il renverse les riches de leur trône. Il comble de biens les affamés.*» Marie a pris cela dans les Psaumes: 116, verset 9, 89 verset 11, 113, verset 7. «*Il a secouru Israël. Il se souvient de son amour, de la promesse faite à nos pères en faveur d'Abraham et de sa race à jamais,*» Marie a pris cela dans le Psaume 18, verset 51.

Marie n'a pas de parole. Sa parole, c'est la Parole de Dieu. Marie respire de la Parole de Dieu. Lorsque quelque chose lui arrive, elle n'a de paroles que d'aller chercher un peu partout la Parole de Dieu. Si je pouvais ressembler à Marie, si je pouvais en réponse à ce qui m'arrive dans ma vie de bien, si j'étais porté spontanément à retrouver dans la Parole de Dieu les sources de lumière qui (pourraient) m'éclairer dans ma vie, ce serait extraordinaire.

Si au moment où quelque chose m'arrive, je dois rendre grâce au Seigneur, et quand je retrouve dans les Saintes Écritures les mots justes, les mots de Dieu qui vont me faire éclater de joie et de bonheur, quelle allégresse pour moi! Personne ne va bavarder, tout le monde ne fera que parler et bien parler.

Demandons au Seigneur la grâce d'être ceux et celles qui puisent au fond de sa Parole les éléments et tous les ingrédients de nos vies, comme Marie.

Deuxième chose, c'est le récit des noces de Cana où Marie sera au cœur. Elle n'est pas à l'extérieur de la scène, elle est au cœur puisqu'elle-même est l'invitée. Elle est là, mais elle n'est pas là insensible à ce qui arrive. Elle est là comme au cœur même de nos indigences car ce ne sont pas les époux qui sont partis pour aller voir le Seigneur, c'est plutôt Marie qui ira dire à son Fils: «*Ils n'ont plus de vin.*» Si nous mettons Marie dans nos vies, au cœur de nos indigences, Marie est celle qui peut

intervenir pour nous avant même que nous sentions le besoin de le faire, avant même que nous puissions peut-être aller chercher des comprimés antidépresseurs ou aller voir les psychologues.

L'eau changée en vin, à Cana

Marie n'était pas ailleurs, elle était au cœur de la scène. En même temps, elle est en avant comme on le chante: *Marie passe devant.* Elle est passé en avant pour aller rencontrer son Fils pour dire: «*Ils n'ont pas de vin.*» Jésus lui répondit: «*Femme, qu'est-ce que cela peut bien nous faire, à moi et à toi? Mon heure n'est pas encore venue!*» Le Fils, malgré cette réponse, reste incompréhensible.

Marie sera celle qui nous montre que, dans la foi, il ne s'agit pas nécessairement de comprendre. Marie n'a certainement pas compris ce message, cette réponse surprenante de son Fils. D'ailleurs, elle est habituée à des réponses surprenantes depuis l'âge de 14 ans. Elle est comme aguerrie. Elle n'a pas posé trop de questions mais elle nous a donné le modèle d'une foi inestimable, d'une foi de confiance totale. Elle n'a pas douté un seul instant de la capacité de son Fils, mais elle dira aux serviteurs et aux disciples: «*Faites tout ce qu'il vous dira.*» C'est la Parole de Dieu, puisque Dieu est le premier, avant même Marie. «*Or il y avait six urnes de pierre... Jésus leur dit: "Remplissez les urnes d'eau". (L'eau fut changée en vin. Récit dans saint Jean chapitre 2, 1 à 11.)*

Au Baptême de Jésus

Au Baptême de Jésus, une voix se fit entendre lorsque la colombe descendit: «*Celui-ci est mon Fils bien-aimé en qui j'ai mis tout mon amour, écoutez-le.*» C'est ce que le Seigneur nous a dit depuis qu'il a scellé l'alliance avec nous, avec le peuple d'Israël. «*Écoute Israël! Le Seigneur est ton Dieu.*» Nous n'avons pas le droit à la parole. Il faut écouter pour savoir parler, pour apprendre à parler. Si on n'écoute pas Dieu, on ne peut pas apprendre à parler. Vous comprenez que dans le monde on n'écoute plus. Nous n'écoutons plus notre pape,



nous n'écoutons plus nos évêques, nous n'écoutons plus nos parents, nous n'écoutons plus personne puisque tout le monde parle. À cette allure, on n'a pas le temps d'écouter la Parole du Seigneur pour apprendre à parler, pour apprendre la parole qui est une parole de vérité et de vie.

«*Celui-ci est mon Fils bien-aimé en qui j'ai mis tout mon amour. Écoutez-le,*» a dit le Père. Marie a toujours repris ce que Dieu lui-même a consacré dans l'amour. Elle a demandé aux serviteurs d'écouter: «*Faites tout ce qu'il vous dira.*» Tel père, tel fils, telle mère, telle fille. Le Fils lui-même quand il s'agira de nous apprendre la prière des enfants de Dieu, qu'est-ce qu'il va nous dire? «*Notre Père, que ta volonté soit faite.*» Donc, écoutez le Seigneur pour réaliser sa volonté. C'est aux Noces de Cana que Marie va nous initier à l'écoute du Seigneur, car lorsqu'on écoute le Seigneur, l'eau peut se changer en vin. Lorsqu'on écoute le Seigneur, tout peut renaître. Lorsqu'on écoute le Seigneur, tout recommence.

Marie, totalement à l'écoute

Je voudrais donc vous inviter à méditer tout doucement cet itinéraire spirituel de Marie. Marie est totalement à l'écoute. Et nous sommes des chrétiens baptisés, car le jour du Baptême, le prêtre nous a dit en nous signant par le Saint-Chrême que nous devenons des prêtres, des prophètes et des rois. Des prophètes, ça veut dire que par notre sacerdoce nous devenons une source de sanctification, une source de bonheur, une source de joie. C'est cela être à l'écoute du Seigneur. Car nous sanctifier, c'est d'abord et avant tout nous mettre à l'écoute du Seigneur et être en route avec lui. Il nous tient par la main. Il nous parle pour que notre route, Lui qui est Chemin, Vérité et Vie, puisse nous conduire sur des prés d'herbe fraîche pour nous faire reposer.

Héroïsme de Marie

Marie n'a jamais abandonné son Fils. Marie a accompagné son Fils partout jusqu'au pied de la croix. C'est une assurance pour moi si je me réclame fils ou fille de Marie. J'ai l'assurance que jamais elle ne peut m'abandonner. Elle va rester auprès de moi jusqu'au pied de ma croix ou de mes croix. Imaginez-vous quelqu'un qui souffre beaucoup et qui se rappelle encore qu'il a une mère, cela veut dire que la mère est pour lui la chose la plus précieuse, car il a tout oublié. Avant de mourir Jésus s'est rappelé qu'il fallait donner sa mère au disciple qu'il aimait, et à toute l'humanité.

Jésus au cœur de l'atrocité, alors qu'il gémissait sur la croix, à l'article de la mort, a trouvé encore la force de nous dire: «*Voici ta mère, voici ton fils.*» Demandons à Marie d'être accueillis par elle et surtout à sa suite de l'écouter entièrement et totalement, puisque nous sommes à l'heure de la nouvelle évangélisation. On parle souvent de la nouveauté, mais la nouveauté c'est le rappel à l'essentiel de la vérité de la foi. Cet essentiel, c'est l'écoute de Dieu.

Rév. Hubert KEDOWIDE, prêtre

Ce sont les idées qui mènent le monde. Diffusez Vers Demain autour de vous en recueillant des abonnements. C'est une grande charité envers votre prochain que de le faire bénéficier de la lumière de Vers Demain.

Abonnez-vous à Vers Demain

www.versdemain.org
info@versdemain.org

Canada: Prix 5.00\$, 1 an — 20.00 \$, 4 ans
1101 Principale, Rougemont, QC,
Canada J0L 1M0
Tél.: 450 469-2209 - Fax 450 469-2601
Tél.: Montréal 514 856-5714

Europe prix: Surface, 1 an 9 euros
2 ans 18 euros — 4 ans 36 euros
Avion, 1 an 12 euros - 4 ans 48 euros

France: Libellez vos chèques à l'ordre de:
Pèlerins de saint Michel
5 de la Forêt, 67160 Salmbach, France
C.C.P. Nantes 4 848 09 A
Tél/Fax 03.88.94.32.34
christianburgaud@orange.fr
Tél.: fixe 09 63 64 25 20
Portable: 06 81 74 36 49

Belgique: Libellez et adressez vos chèques à: Joséphine Kleynen
C.C.P. 000-1495593-47
215 Chaussée de Mons, 1er étage
1070 Bruxelles, Belgique. Tél.02/522 29 84
IBAN: BE22000149559347 — BIG: BPOTBEB1

Suisse: Libellez et adressez vos chèques à:
Thérèse Tardif C.C.P. 17-7243-7
Centre de traitement, 1631-Bulle, Suisse
Adressez vos lettres par courriel
info@versdemain.org
ou Fax 1-450 469 2601
ou faites votre paiement en ligne
www.versdemain.org

Le suicide assisté n'est-il pas une forme d'euthanasie ?

Une équipe de Rédemptoristes du Sanctuaire de Sainte-Anne de Beaupré a publié un feuillet intitulé «L'euthanasie et le suicide assisté ne sont-ils pas des actes de charité?». Voici ce qui est écrit:

On continue de tuer la vie. L'avortement est désormais légalisé. Un avortement est souvent appelé thérapeutique alors qu'on élimine les naissances d'enfants trisomiques et tant d'autres, souvent après un diagnostic génétique prénatal; c'est l'eugénisme ou tout simplement la fin brutale d'une grossesse.

La civilisation de la mort gagne du terrain en certains pays par la législation du suicide assisté. Le Pape Jean-Paul II n'hésitait pas à s'y opposer publiquement. Le Catéchisme de l'Église catholique stipule: «La coopération volontaire au suicide est contraire à la loi morale» (No 2282). Le suicide assisté n'est-il pas une forme d'euthanasie ? Au point de vue éthique, c'est la même chose.

Le suicide assisté, c'est l'action délibérée de se donner la mort avec l'aide d'un médecin — ou d'une autre personne qui fournit des médicaments ou d'autres moyens permettant le suicide. Ce médecin — ou cette autre personne — joue un rôle actif pour provoquer la mort.

Dignité d'enfant de Dieu

Il faut «mourir dans la dignité», dit-on. Mais quelle dignité?... Notre vraie dignité n'est-elle pas d'être enfant de Dieu ? L'être humain ne perd pas sa dignité d'enfant de Dieu parce qu'il est mourant... Il faut mourir «dans le respect d'une telle dignité... dans le plus parfait respect de sa spiritualité, de sa dignité d'homme, de croyant, de chrétien» (Père Verspieren). C'est là aussi le désir des Juifs et de tant d'autres pour qui le respect de la vie est absolu et sacré. C'est là l'œuvre de la vraie charité.

Le suicide assisté met en cause la valeur de la vie humaine. Nous ne voulons pas être dupes de la désinformation qui veut nous apitoyer sur le sort des personnes souffrantes en présentant une solution simpliste. De nos jours, la pression peut s'exercer sur les malades et les personnes âgées pour qu'ils acceptent l'euthanasie ou le suicide assisté, pour qu'ils meurent avec 'dignité', expression fort ambiguë. Parfois, la question d'héritage n'est pas sans exercer une influence. Tous les handicapés risquent de devenir les prochaines victimes.

Dieu seul est le Maître de la vie

L'euthanasie et l'aide au suicide ne doivent pas être décriminalisées. Ce serait une atteinte grave à la vie et à la dignité humaine, car la vie est sacrée. Dieu seul est le Maître de la vie.

Saint Augustin, décédé en 430, écrivait des paroles très actuelles encore aujourd'hui: «Il n'est jamais licite de tuer un autre, même s'il le voulait, et plus encore s'il le demandait...» (Lettre 204).

Nous ne soutenons pas, par ailleurs, qu'il faille se livrer à un acharnement thérapeutique, à des traitements disproportionnés, pour conserver en vie certains malades. Il y a différence entre tuer une personne et la laisser mourir de mort naturelle.

Une grave violation de la loi de Dieu

Le Pape Jean-Paul II a lancé un «appel passionné» pour sauvegarder «la valeur sacrée de la vie humaine». «Je confirme que l'euthanasie est une grave violation de la loi de Dieu», déclara-t-il. «Avec l'autorité conférée par le Christ à Pierre et à ses successeurs, en communion avec tous les évêques de l'Église catholique, je confirme que tuer directement et volontairement un être humain innocent est toujours gravement immoral... Rien ni personne ne peut autoriser que l'on donne la mort à un être innocent, fœtus ou embryon, enfant ou adulte, vieillard, malade incurable ou agonisant. Personne ne peut demander ce geste homicide pour soi ou pour un autre confié à sa responsabilité, ni même y consentir, explicitement ou non. Aucune autorité ne peut légitimement l'imposer, ni même l'autoriser. Dans le cas d'une loi intrinsèquement injuste, comme celle qui admet l'avortement ou l'euthanasie, il n'est jamais licite de s'y conformer» (L'Évangile de la vie, Nos 57, 65, 73).

Il faut faire face au nouveau défi de la légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté. Il ne suffit pas, a dit le pape Jean-Paul II, de s'y opposer, mais «il faut également engager la société et les structures mêmes de l'Église à une digne assistance aux mourants». Il s'agit d'améliorer le confort de tous les mourants, vieillards, cancéreux, sidéens, etc. ainsi que celui de leurs familles.

Prières pour le repos de l'âme d'Armand Moreau, décédé le 10 octobre 2012, à l'âge de 88 ans. Il était un fervent créditiste, un bienfaiteur. Il assistait aux assemblées de Rougemont et de Montréal.

Peter Sacco est parti pour l'Au-delà

Peter Sacco, un des distributeurs les plus dévoués du journal "Michael" aux Etats-Unis, est décédé le 11 novembre 2011, à l'âge de 76 ans. Il y a environ 35 ans, M. Sacco a connu l'Œuvre de Vers Demain.

Il a compris l'Œuvre de Vers Demain et l'importance de faire de l'apostolat. Lui et Salvatore Barresi, Jr., ont organisé un groupe de jeunes pour distribuer des circulaires "Michael" de porte en porte dans Everett, Massachusetts, et la région, à toutes les fins de semaine. Comme ils avaient acquis de l'expérience, M. Sacco et M. Barresi, ces deux apôtres géants, portaient tous les deux en vélo et lançaient des circulaires aux portes et distribuaient 2,000 à 3,000 circulaires à chaque sortie, des circulaires religieuses et aussi sur le Crédit Social.

Durant la semaine, des membres de la famille et des amis venaient à la maison de M. Sacco pour préparer les circulaires pour l'assaut de distribution de la fin de semaine, en mettant un élastique autour de chaque circulaire enroulée. Alors chaque samedi et chaque dimanche matin, après la messe, quand la température le permettait, cette équipe sortait pour distribuer des circulaires dans les rues



de l'ouest du Massachusetts, dans le sud du Maine, dans le sud du New Hampshire, au nord du Rhodes Island.

Ils ont réussi à distribuer plus de cinq millions de circulaires dans une période de 33 ans. M. Sacco était un homme de prière. Sept jours par semaine, à 4 heures du matin, il se levait pour faire deux heures de prière dans sa cuisine, ensuite il se rendait à l'église pour ouvrir les portes, faire une autre heure sainte et assister à la Messe. Et il récitait toujours le Rosaire quand il conduisait sa voiture. Il était un pilier de l'Œuvre de Vers Demain dans la région du Massachusetts.

En attendant de le voir de l'autre côté du voile, nous lui exprimons nos adieux par ces mots: «Quel apostolat incomparable, vous avez accompli de votre vivant, M. Sacco !»

Melvin Sickler

L'avortement, un crime en tout temps

Les violeurs doivent être condamnés à soutenir et à voir à l'éducation de l'enfant, fruit de leur viol, jusqu'à ce que cet enfant soit en mesure de voir à sa propre indépendance et la femme violée, elle, doit être aidée à subvenir à ses besoins pendant et après sa grossesse.

La peine doit être infligée au violeur et non pas à la femme violée. Après l'avortement sur demande, certaines femmes sont rendues à employer l'avortement comme une méthode de contraception radicale. Et tous les contribuables payent pour cette pratique. Et ce qui est le pire dans cette décadence généralisée, c'est qu'on en arrivera à l'euthanasie sur demande. Nous en appelons à toutes personnes douées d'intelligence et de volonté d'assumer ses responsabilités.

Les défenseurs de la vie par Me André Morais, ex-président du Front commun pour le respect de la vie

Revue Vers Demain

32 pages ou plus. 5 fois par année

www.versdemain.org
info@versdemain.org
20 \$ pour 4 ans

Journal Vers Demain, 1101 rue Principale
Rougemont, QC, Canada — J0L 1M0
Tél.: (450) 469-2209 — Fax (450) 469-2601
Tél.: Montréal (514) 856 5714

Ci-inclus ma contribution pour
Vers Demain: \$.....

Nom.....

Adresse.....

Téléphone

Dons pour les circulaires \$.....

Commandez des circulaires gratuites sur le Crédit Social: «A qui le progrès?», «L'Île des Naufragés», sur les apparitions de Notre-Dame à Fatima, etc. Indiquez le nombre de circulaires de chaque sorte que vous désirez.

Je veux circulaires

Orgies dans les écoles du Ministère de l'Éducation

Endoctrinement nauséabond sur l'homosexualité

Le groupe régional d'intervention sociale, gais et lesbiennes de la «Chaudière-Appalaches» ont lancé une campagne d'information sur leurs pratiques du vice contre nature. Ils vont dans les écoles pour parler de leurs expériences sodomites et ils ont l'appui des Commissions Scolaires et de la CLSC (Centre Local de Services Communautaires). Ce sont des discussions ouvertes "pour tout individu, écrivent-ils, désirant s'informer sur la diversité sexuelle". Il est écrit dans leur pamphlet que l'homosexualité n'est pas un péché. Donc, les parents ne doivent pas s'alarmer si leurs enfants s'engagent dans cette voie. Voici ce que nous écrit une Beauceronne:

"Je vous envoie un pamphlet qui a été donné à ma nièce lors de la conférence que les élèves ont eue à l'école. Oui, ils sont venus dans sa classe, un homosexuel et une lesbienne pour leur parler durant 75 minutes environ. Ce cours était obligatoire. Ils ont tout expliqué en détails ce qu'ils faisaient. Le gars se poulérait les babines toutes les 30 secondes en parlant de ses «cochonneries». La lesbienne a dit qu'elle était "aux deux", hommes et femmes. Elle a dit aux jeunes filles: "Il y en a probablement parmi vous des lesbiennes, car une fille le sait un peu plus tard, vers l'âge de 25 ans." Il paraît que c'était dégueulasse au pluriel. Après la conférence, ils ont demandé aux élèves d'écrire leurs commentaires sans mettre leur nom. Alors ma nièce a écrit: "Vous me donnez la nausée, vous êtes des charognes, des sales, des cochons. Je suis écoeurée."

"Bien répondu, n'est-ce pas? Et ces gens ont l'audace de leur dire que l'homosexualité n'est pas un péché. Je ne vous dirai pas leurs paroles, vous allez perdre connaissance. C'est épouvantable de corrompre la jeunesse comme ça et ça continue au secondaire. Nous sommes rendus loin dans la décadence. C'est complètement l'opposé de l'éducation de nos bonnes Sœurs



Notre-Dame des Écoles
Délivrez-nous des écoles impies!

du temps où j'étais étudiante. Merci mon Dieu d'avoir échappé à ces serpents qui vomissent des ordures." — Une mère indignée.

Les écoles du Ministère de l'Éducation initient aussi les étudiants dans l'occultisme, Dans une école de Sillery, quartier de la ville de Québec, un cours obligatoire d'hypnotisme a été imposé aux enfants. Les autorités ont eu le culot de fixer ce cours diabolique le 8 décembre 2011, jour de la fête de l'Immaculée Conception. C'est une insulte à la Vierge Marie, la toute pure, conçue sans la tache originelle.

Voilà ce que sont devenues les écoles sans Dieu du Ministère de l'Éducation, des centres d'initiation à la bestialité, à l'immoralité sous toutes ses formes, et des centres d'initiation à l'hypnotisme. Les pauvres enfants et adolescents sont jetés pieds et mains liés dans les égouts de l'impureté et dans le satanisme.

Quand donc cesserons-nous de dénigrer nos institutions enseignantes d'autrefois qui formaient d'honnêtes citoyens et de bons chrétiens? La pureté était obligatoire dans les écoles et on y enseignait le catholicisme au lieu du satanisme.

Que le Ministère de l'Éducation du Québec avec ses écoles athées et corrompues soit aboli! Que le Conseil de l'Instruction Publique soit rétabli avec des écoles catholiques où l'intégrité des bonnes mœurs sera à l'honneur, où tout l'ensemble du système scolaire reposera sur le catholicisme!

Yvette Poirier

Pratiquons les vertus chrétiennes, la pureté des mœurs. Que notre habillement soit un modèle d'édification pour conduire les âmes vers Dieu! Sans modestie, pas de pureté. Sans modestie, corruption de mœurs. Sans modestie, pas de vocations. Imitons l'Immaculée, la toute pure.

La magicienne et la sainte Hostie

L'histoire suivante démontrant la présence réelle de Notre-Seigneur dans la Sainte Hostie, a été tirée d'une ancienne revue «Le Petit Messager du Sacrement», publiée jadis par les Œuvres eucharistiques de Montréal:

Une ville archépiscopale des Abruzzes, Lanciano (Italie), vit au XIII^e siècle se dérouler un événement qui démontre l'ignorance et la crédulité qui se rencontreraient parfois dans les gens du peuple, et aussi la haine diabolique des non-chrétiens et des magiciens contre l'auguste Sacrement de nos autels. De pareils excès supposent une croyance involontaire et sont une confession de la Présence réelle de la part des suppôts de l'enfer, qui ne s'acharneraient pas ainsi sur de simples symboles.

La femme d'un laboureur, nommé Rizziarella, était fréquemment en butte aux mauvais traitements de son mari. Un jour que, pour éviter ses coups, elle s'était enfuie de la maison, elle se retira toute tremblante chez une de ses voisines, de religion non-chrétienne et connue dans le pays pour se livrer à la magie. Cette odieuse créature voulut consoler la pauvre femme; elle lui promit un filtre puissant qui changerait les dispositions de cet homme irascible. Rizziarella insista pour obtenir promptement le merveilleux breuvage qui devait ramener la paix au foyer. Mais la magicienne y mit une condition: il fallait pour ses sortilèges une Hostie consacrée. La malheureuse Rizziarella ne recula pas devant ce crime: elle alla communier et la divine Hostie fut remise aux mains de la magicienne, qui se prépara aussitôt à ses pratiques sacrilèges.

Elle fait chauffer une tuile et y place l'Hostie pour la brûler et la réduire en poudre. Mais ce pain sacré se change subitement en chair; le sang en jaillit en abondance, se répand sur les charbons embrasés et éteint le feu. Les deux femmes se regardent consternées. Mais le sang coule toujours; la cendre, la poussière qu'on jette pour l'arrêter, tout est inutile. Saisissant alors un linge grossier, Rizziarella enveloppe précipitamment cette chair mira-



culeuse et la tuile ensanglantée et court les enfourer dans un coin de l'étable. Puis elles s'appliquent à faire disparaître toutes les traces de leur attentat si prodigieusement puni par Dieu.

Quand le mari revint le soir avec sa bête de somme, l'animal refusa de pénétrer dans l'étable; ni les coups ni les cris n'y pouvaient rien; au lieu d'entrer il s'agenouillait à la porte; et quand enfin, après des efforts incroyables, on l'eut poussé jusqu'à sa place, il ne voulut pas même toucher à la nourriture qu'on lui présentait. Il fallut abandonner l'étable qu'on réputa maudite et hantée par les esprits du mal; car dès qu'on

voulait y conduire l'animal, la même scène avait lieu.

Durant sept ans le crime resta caché. De temps en temps, des événements extraordinaires se produisaient autour du lieu de profanation; ils restaient toujours inexplicables, sauf pour la malheureuse que le souvenir de son forfait ne cessait de poursuivre. — Enfin, dévorée de remords à la pensée des terribles jugements de Dieu, Rizziarella se résolut à tout confesser: elle s'adressa au Père Jacques Diotallevi, Augustin d'Offida, prieur de Lanciano. Le bon religieux ne pouvait croire à tant de malice et doutait d'un pareil prodige; sur les instances de la femme, il se rendit au lieu désigné et creusa la terre; dans le linge plein d'un sang qui paraissait fraîchement répandu, l'Hostie se trouvait encore intacte: une partie avait l'aspect de chair ensanglantée, l'autre conservait l'apparence du pain. Le prieur enleva avec révérence de ce lieu indigne l'Hostie qui contenait le Roi du Ciel et la transporta dans son couvent pour lui faire réparation de tant d'abominables outrages.

Dans la suite, le Père Jacques voulut enrichir la patrie de ce précieux trésor: il le porta à Offida, dans la Marche d'Ancône, et le déposa dans l'Église des Augustins. La fête du miracle s'y célébra dès lors tous les ans, le 3 mai. Quand au lieu de la profanation, à Lanciano, on l'entoura d'une grande vénération et on y bâtit plus tard, en 1582, une riche église.



Retournez les copies non livrables au Canada à:
VERS DEMAIN
 Maison Saint-Michel
 1101, rue Principale
 Rougemont, QC, J0L 1M0
 Canada



Imprimé au Canada

Assurez-vous de renouveler votre abonnement avant la date d'échéance. (La première ligne indique le mois et l'année.)

Semaine d'étude du Crédit Social

Du 15 au 23 mars, à la Maison de l'Immaculée
 1101, rue Principale, Rougemont, QC



La doctrine sociale de l'Église et son application expliquées en 10 leçons. Plusieurs évêques et prêtres de l'Afrique seront présents. Pour plus de renseignements, appelez: Canada: 514-856-5714; États-Unis: 413-665-5052. Tous sont invités!



Notre prochain Siègne de Jéricho à Rougemont Du 25 au 31 mars 2012

Sept jours et six nuits
 d'adoration et de prières devant
 le Saint Sacrement exposé

Chapelle de la Maison de
 l'Immaculée, 1101, rue Principale
 Rougemont, QC, Canada